

LE SOCIALISME

(version originelle du marxisme)

Le 18 septembre 2023.

Encore une très riche causerie. Toujours rien de nouveau sous le soleil. Soit. J'écris ou partage ce que je pense, et je me fous de savoir à qui cela plaira ou non, on est libre ou indépendant ou non, n'est-ce pas ? Et ici on ne vous impose rien.

Ici le temps fait des caprices aussi, depuis quatre mois il pleut régulièrement, on n'y est pas habitué, généralement on reste 4 ou 6 mois sans voir une goutte de flotte, parfois davantage sans s'en inquiéter, on se dit que la pluie reviendra un jour ou l'autre. Les Indiens subissent leur sort, ils savent qu'ils ne peuvent pas le changer ou plutôt ils savent qu'ils ne savent pas comment faire pour avoir un avenir meilleur, les occidentaux non plus visiblement, ce qui ne les empêche pas de croire qu'ils peuvent dicter leur volonté à l'univers tout entier, à la Terre toute entière, à tous les peuples, c'est là qu'ils se trompent lourdement. Ici on ne croit en rien ni en personne.

Ici on passe notre temps à observer et à nous instruire, à apprendre encore et encore en espérant que cela servira un jour à quelqu'un, forcément. On sait qu'on ne sait rien, du coup notre connaissance est supérieure à celle des élites empêtrées dans leurs contradictions, par crainte de colporter des connaissances qui nuiraient à leur statut social ou compromettraient leur carrière professionnelle, nulle crainte à avoir de ce côté-là chez nous.

La véritable connaissance ou science est pluridisciplinaire, il ne suffit pas de le proclamer, il faut le mettre en pratique dès qu'on aborde une discipline qui sort du champ de notre recherche ou de nos connaissances, y compris l'histoire ou la politique...

C'était hier, et ce sont les mêmes esclavagistes ou leurs descendants qui sont au pouvoir en occident.

J-C – Les plus jeunes l'ignorent, les plus vieux l'ont oublié pour ne pas troubler leur sommeil ou leur bonne conscience, le vrai, l'unique visage hideux et permanent du capitalisme depuis plus de deux siècles.

Comment les "zoos humains" sont-ils apparus en Occident à la fin du XIXe siècle? - fr.sputniknews.africa 12 septembre 2023

Le Président russe a dénoncé les zoos humains mis en place dans les pays occidentaux jusque dans les années 50. Des familles entières et des enfants y étaient exposés aux regards de tous, parfois en cage. Ce type de "divertissement" n'a disparu qu'au milieu du XXe siècle. Sputnik Afrique relate des cas flagrants de ce "racisme civilisationnel".

"Des gens dans des cages ont été amenés d'Afrique vers des pays européens. Il est impossible de le regarder sans pleurer", s'est exclamé ce 12 septembre le Président russe, attirant l'attention sur ce que les anciens colonialistes avaient fait avec les habitants de ce continent.

Des êtres humains exhibés dans des zoos étaient un spectacle que les sociétés occidentales des XIX-XX siècles offraient à leurs populations dans le but de mettre les différences et inégalités raciales en lumière.

Les plus grands zoos de ce type étaient organisés à Berlin, Bâle, Anvers, Londres et Paris. Les spectateurs venaient observer des sujets vêtus d'habits de pacotille, parfois exhibés aux côtés d'animaux sauvages.

Premier cas

Le premier exemple largement connu d'organisation de spectacles avec la participation de personnes venues de pays lointains est Saartjie Baartman, parfois prénommée Sarah Baartman, une jeune fille sud-africaine amenée au Royaume-Uni en 1810. Son apparence non européenne et ses fesses hypertrophiées ont suscité un grand intérêt auprès du public britannique.

Après le Royaume-Uni, la jeune fille a été transportée en France, où le montreur d'animaux exotiques Réauxa acquies les droits de la montrer au public. Pendant plus d'un an, elle a été "exposée" à Paris, et lorsque l'intérêt a diminué, elle a été chassée dans la rue, où elle a commencé à gagner de l'argent grâce à la prostitution. Elle est décédée d'une maladie inconnue en 1815. Après son trépas, ses restes ont été déposés dans des musées français et ce n'est qu'en 2002 qu'ils ont été transportés en Afrique du Sud et enterrés.

Expositions coloniales de villages

L'exposition de "*villageois*" avec des originaires d'Afrique, d'Amérique latine, d'Asie et d'Océanie enfermés dans des clôtures et des cages spéciales lors de divers événements internationaux était largement pratiquée en Europe jusque dans les années 1950.

La 1ère exposition coloniale s'est tenue à Amsterdam en 1883. Les organisateurs de l'Exposition coloniale internationale ont recréé dans une enceinte spéciale un village d'Indiens du Surinam, censés montrer leur vie quotidienne au public.

Depuis lors, le phénomène des zoos humains s'est étendu à travers toute l'Europe et s'est installé dans une multiplicité d'espaces: foires, théâtres, cirques, jardins d'acclimatation, cabarets, expositions universelles ou coloniales, villages itinérants.

Un "*village africain*" abritant environ 400 personnes est devenu l'une des "*expositions*" centrales de l'Exposition universelle de Paris de 1889. Lors de celle de 1900, les organisateurs ont installé le diorama "*La vie à Madagascar*" avec des habitants de l'île.

Symbole de racisme inhumain

Aux États-Unis, la situation était semblable. Le chasseur et showman américain William Cody, surnommé Buffalo Bill, profitant de l'intérêt pour les thèmes indiens apparus dans le

contexte des guerres avec les Sioux, a commencé à organiser des spectacles de cirque avec la participation d'aventuriers blancs et d'Indiens.

En 1906, la New York Zoological Society a mis en place une exposition plaçant le pygmée congolais Ota Benga dans une cage avec des chimpanzés et des orangs-outans. Les colonialistes belges ont tué toute la famille de Benga, et ce dernier a été amené en Amérique pour participer à des spectacles en tant que véritable captif, notamment au Zoo du Bronx.

Il a été libéré en 1906 grâce aux protestations d'un grand nombre d'Américains scandalisés. Libre mais malheureux, seul survivant de son clan et voyant qu'il lui était impossible de retourner dans son pays d'origine après le déclenchement de la Première Guerre mondiale, Ota Benga a mis fin à ses jours. Il est un symbole du racisme inhumain qui caractérise le XXe siècle aux États-Unis et plus largement dans le monde occidental.

L'humanisme triomphe?

Les zoos humains ont disparu au milieu du XXe siècle. Le dernier correspondait à une présentation d'un village congolais à l'Exposition universelle de 1958 à Bruxelles. La photo d'une petite fille africaine se promenant dans un enclos et nourrie à la main par des dames européennes a fait le tour du monde.

Bien que le niveau d'humanisme ayant émergé ne permette pas de garder les gens dans les enclos de zoos, des événements le rappelant apparaissent cependant ponctuellement après 1960.

J-C - Plus besoins de zoos depuis qu'ils ont découpé l'Afrique en 54 morceaux qui leur servent de prisons à ciel ouvert, ou qu'ils leur ont érigés autoritairement des frontières derrière lesquelles ils sont parqués, plus mal traités que des animaux domestiques ou voués au sous-développement. C'est la réalité en 2023 d'1,4 milliard d'Africains.

"Le village de Bamboula" : le dernier zoo humain en France - radiofrance.fr 18 janvier 2022

C'était en 1994. Des femmes et des hommes, des enfants et des adultes, furent retenus dans un zoo près de Nantes pour offrir leur folklore en spectacle aux visiteurs : le "*village ivoirien*", sponsorisé par la marque de biscuits Bamboula, est au cœur d'un documentaire diffusé sur France 2.

En 1994, 25 hommes, femmes et enfants ont vécu six mois retenus dans un parc animalier à Port Saint-Père dans la relative indifférence de la société de l'époque, avec la bénédiction des pouvoirs publics. Cette histoire est liée à celle d'un biscuit chocolaté vendu dans les années 80 : Bamboula.

Du documentaire de Yoann de Montgrand et François Tchernia, on ressort abasourdi, sidéré, atterré. Comment cela a-t-il pu arriver il y a moins de 30 ans, en France ?

<https://www.radiofrance.fr/franceinter/podcasts/capture-d-ecrans/capture-d-ecrans-du-mardi-18-janvier-2022-6694050>

J-C- Ce documentaire n'est plus disponible, la censure de France Télévision.

Documentaire. "Le village de Bamboula" : l'indécence pavée de bonnes intentions - francetvinfo.fr 5 janvier 2022

<https://france3-regions.francetvinfo.fr/pays-de-la-loire/loire-atlantique/documentaire-le-village-de-bamboula-l-indecence-pavee-de-bonnes-intentions-2402041.html>

«Le village de Bamboula» : l'incroyable histoire d'une réserve humaine près de Nantes - leparisien.fr 18 janvier 2022

<https://www.leparisien.fr/culture-loisirs/tv/le-village-de-bamboula-l-incroyable-histoire-dune-reserve-humaine-pres-de-nantes-18-01-2022-HI5NOK5NWVCU5GASTY7NMPAJD4.php>

Maltraitance, sadisme.

Imposer le port de la muselière (masque) à des enfants (et des adultes), « *c'est du terrorisme d'Etat.* » (Professeur Perronne)

Un internaute rappelle.

- Le respirateur « N95 » (masque spécial) est capable de filtrer les particules supérieures ou égales à 0,3 microns, dans 50 à 95% des cas. Les coronavirus humains mesurent entre 60 et 120 nanomètres (0,1 micron). C'est-à-dire, une à deux fois moins que la taille limite intercepté par le masque. Sheng Wu Hua Xue Yu Sheng Wu Wu Li Xue Bao (Shanghai) juin 2003. 35 (6) : 587 – 91.

Les coronavirus pénètrent facilement à travers les masques chirurgicaux. Un trou de 3 cm, une matière de 2 cm ou 1 cm entre toujours dans les deux sens.

1 Micron = 1000 nanomètres

Les mailles de votre masque FFP2 mesurent +/- 3000 nanomètres (3 microns)

L'utilisation des masques en permanence relèvent une baisse de la saturation en oxygène des pulsations artérielles (SpO2) Journal Neurocirurgia, 19 avril 2008- PMID 18500410)

Dans la poubelle de l'actualité.

Etre un intellectuel et croyant, c'est une imposture ou une insulte à l'espèce humaine.

« Ce qui manque quand on parle de religion, c'est le respect » regrette Eric-Emmanuel Schmitt - Publicsenat.fr 17 septembre 2023

J-C – On pourrait s'étonner que la religion existe encore au XXI^e siècle en occident ou dans les pays les plus développés, mais cela s'explique très bien. Il suffit d'observer le comportement des scientifiques et du personnel politique, de tous les acteurs sociaux censés transmettre des connaissances ou qui s'en servent dans leur activité professionnelle, et qui finalement se comportent comme des croyants envers la science.

Le respect de la religion, on laissera cela aux scientifiques de la laïcité, le dernier avatar de l'obscurantisme et de la collaboration de classe déguisée, de la coexistence pacifique entre croyants et non croyants, aux propagandistes de la coexistence pacifique entre exploités et opprimés ou oppresseurs et opprimés.

La religion n'a finalement rien de progressiste ou d'humaniste, dès lors qu'on prend en compte les conditions sociales sous lesquelles elle intervient et avec lesquelles elle s'accommode, qui sont et demeureront injustes et inhumaines aussi longtemps que le capitalisme n'aura pas été aboli. La pratique de la religion par les pauvres est une autre histoire.

La voix de son maître. Quand France Info se "fie aux bulletins officiels".

J-C - France(dés)Info vote Biden et tient à le faire savoir.

Etats-Unis : l'état de santé du président Biden interrogé - francetvinfo.fr 13 septembre 2023

Sa santé interrogée toujours. *“On ne peut que se fier aux bulletins officiels. Je pense qu'il a toute ses facultés mentales (...) c'est un rassembleur, il sait négocier avec le camp adverse. Il a quand même des qualités politiques importantes à mettre à son crédit”*, selon Marie-Cécile Naves politologue et spécialiste des Etats-Unis. francetvinfo.fr 13 septembre 2023

Totalitarisme. Censure, contrôle et uniformisation de l'information.

J-C - En réalité il n'existe qu'une poignée de courants politiques en France toute organisation ou tout support de communication confondu, si on regarde bien.

Il y a ceux majoritaires qui se calent sur le récit officiel, et il y a ceux qui s'en écartent légèrement ou brodent dessus sans le remettre en cause. Quant à ceux qui s'en éloignent le plus, ils s'empressent de faire savoir à leur auditoire qu'ils ne rompent pas pour autant avec le régime en place, le capitalisme ou ses institutions histoire de le rassurer.

Bien peu à l'instar de votre serviteur ose s'aventurer au-delà par crainte de représailles ou de perdre des soutiens (du fric surtout), sinon, à la première occasion ils rentrent au bercail ou feront actes de repentance ou d'allégeance.

Courbevoie : une entreprise supprime 217 emplois, remplacés par l'intelligence artificielle - francetvinfo.fr 15 septembre 2023

Ces 217 postes seront supprimés d'ici juin 2024 au sein du groupe Onclusive, spécialiste de la veille médiatique pour des entreprises et des institutions.

Le groupe international est spécialisé dans la veille médiatique et emploie 383 personnes en France. Ce plan social concerne donc plus de la moitié des effectifs.

Trois services entiers de production vont fermer. Ces employés sont chargés de réaliser des revues de presse pour leurs clients (des entreprises ou des grandes institutions). Ce travail de recherche et d'agrégation de données sera donc réalisé à terme par des logiciels d'intelligence artificielle. francetvinfo.fr 15 septembre 2023

Sarkozy, comme il "vieillit bien" selon Thierry Meyssan (Réseau Voltaire) ! Quelle horreur !

« Il n'existe pas de violences policières », estime Nicolas Sarkozy - Journal du Dimanche 13 septembre 2023

Nicolas Sarkozy, qui a publié fin août le deuxième tome de ses Mémoires, « *Le Temps des combats* », aux Éditions Fayard, considère qu'il « peut exister une bavure policière », mais pas de « *violences policières* ». Journal du Dimanche 13 septembre 2023

J-C - J'ai trouvé votre dernier entretien aussi médiocre que le précédent, pour parler franchement. Vous sembleriez complètement paumé, d'ailleurs vous nous l'avez dit à votre manière, en avouant ne pas comprendre pourquoi dorénavant en France les gens hésiteraient à parler politique en public, ce qui n'est pas nouveau, sauf peut-être dans certains milieux intellectuels ou professionnels. Je me souviens avoir eu au téléphone un cousin germain d'une trentaine d'années employé dans une agence de publicité, il y a 12 ans environ, qui refusa de me dire pour qui il allait voter, alors que 10.000 km nous séparaient et personne n'écoutait notre conversation.

Vous êtes sans doute un documentaliste très adroit ou expérimenté, ce qui peut faire illusion. Voilà ce qui ressort quand on compare vos articles qui sont généralement bien cadrés par des analyses qui coulent de source, il faut dire que, quand on dispose des faits, il suffit de les relier entre eux et le tour est joué, et vos interviews qui n'ont ni queue ni tête, hormis rabâcher des lieux communs qui vous tiennent lieu de repères idéologiques et que l'histoire a déjà jugés pour ce qu'ils valaient, pas grand-chose ou l'inverse de ce que vous prétendiez, si on prend par exemple l'ONU et le "*droit international*" qui n'ont pu empêcher plus de 250 guerres en 77 ans d'existence, la partition ou liquidation de la Palestine...

Au capitalisme de connivence, il fallait ajouter le syndicalisme de connivence. L'intersyndicale était patronale.

J-C – Lors de la récente bataille des retraites, tous les courants du mouvement ouvrier ont soutenu l'intersyndicale des imposteurs et des corrompus.

Laurent Berger arrive au Crédit Mutuel pour bâtir un think-tank sur les questions environnementales - lefigaro.fr 12 septembre 2023

La banque est présidée par Nicolas Théry, une connaissance de longue date de l'ancien leader syndical, également passé par la CFDT.

«*Si certains croient que je vais me taire, c'est une erreur. Je poursuivrai ma vie de militant, je m'engagerai encore*», avait prévenu Laurent Berger au moment de quitter son poste de secrétaire général de la CFDT, fin juin. Deux mois et demi plus tard, le voici nommé au Crédit Mutuel, pour bâtir un centre d'expertise sur les questions climatiques et environnementales. L'ancienne figure de proue du syndicalisme français, qui rejoindra le groupe le 15 septembre, n'œuvrera pas directement aux activités bancaires, mais devra mener la préfiguration d'un nouveau centre de réflexion, qui doit voir le jour au printemps 2024, avant d'en prendre la tête. «*L'institut Crédit Mutuel Alliance Fédérale*», comme il se nomme, sera «un centre d'expertises de premier rang» visant à «*faire de Crédit Mutuel Alliance Fédérale un leader la révolution climatique et environnementale*», écrit l'organisme dans un communiqué.

La création de cet institut s'inscrit dans la droite ligne du statut d'entreprise à mission récemment adopté par le Crédit Mutuel. La banque a en outre annoncé en janvier dernier que 15% de son résultat net sera chaque année consacré à des sujets liés à «*la révolution environnementale et solidaire*».

Arrivée en terrain connu

Interrogé par *Le Monde*, Laurent Berger s'est dit «*concentré sur sa nouvelle mission (...) enthousiaste comme un gamin* ». Celui qui ajoute avoir refusé «une quinzaine de propositions d'emploi sérieuses» provenant de différentes institutions (collectivités locales, associations et entreprises) n'a pas fait le choix du Crédit Mutuel par hasard. Laurent Berger va y retrouver une connaissance de longue date en la personne de Nicolas Théry, son président. Les deux hommes se sont connus au tournant des années 2000, date à laquelle ce dernier a intégré pendant deux ans le syndicat réformiste, au poste de secrétaire confédéral chargé des questions économiques. De son côté, le futur numéro un n'était alors que membre de l'union locale de Saint-Nazaire mais déjà promis à un grand avenir. Depuis, le lien n'a jamais été rompu notamment grâce à l'entremise de l'ancienne numéro un de la CFDT, Nicole Notat. lefigaro.fr 12 septembre 2023

L'intersyndical patronal, ça ressemblait à quoi ?

J-C - Le syndicalisme et plus largement le mouvement ouvrier en occident sont pourris par le haut depuis le milieu du XIXe siècle en Grande-Bretagne.

Marianne - Trois mois seulement après son départ, l'ancien chef de la CFDT a obtenu un (très) haut poste au Crédit Mutuel, a annoncé la banque ce 12 septembre. Mais ce n'est pas le premier dirigeant syndical à avoir rapidement retrouvé un emploi en or... parfois même au mépris des convictions. De Jean-Claude Mailly à Nicole Notat en passant par Thierry Lepaon, retour sur ces figures de la CFDT, de FO et de la CGT.

Jean-Claude Mailly de FO, consultant... sarkozyste ?

« *Senior advisor.* » De l'anglais « *conseiller principal* ». C'est le poste dégoté par Jean-Claude Mailly en juin 2018, deux mois seulement après avoir quitté la tête de Force ouvrière (FO) qu'il occupait depuis 2004. Mais pas dans n'importe quelle boîte. C'est Alixio, une société de conseil en « *ressources humaines* » présidée par Raymond Soubie, conseiller social de

Nicolas Sarkozy entre 2007 et 2010 (remplacé au cabinet par un certain Jean Castex). À l'époque, l'entreprise précise que Mailly Jean-Claude interviendra entre autres sur « *les sujets de relations sociales internationales, de responsabilité sociale et environnementale et de stratégie sociale* ». Une reconversion qui avait fait d'autant plus grincer des dents que Jean-Claude Mailly ne s'était pas montré franchement opposé aux ordonnances Macron en 2017, ce qui lui avait valu d'être particulièrement chahuté lors du congrès de son départ l'année suivante.

En 2018, l'ancien chef de FO fait également valoir ses droits à la retraite. Normal, dira-t-on, à 65 ans. Et, en même temps, il se mue en entrepreneur et fonde « *JCBC Conseil* », qu'il lance officiellement en 2019. « *JC* » pour « *Jean-Claude* » et « *BC* » pour « *bureau confédéral* ». « *On m'appelle ici ou là, pour que je dénoue des situations, que je parle aux camarades, soutenait-il alors à L'Opinion en 2019. Mais je ne fais jamais de restructuration, ça je refuse.* » Aujourd'hui, il défend Bernard Cazeneuve et son mouvement de « *gauche républicaine* », La Convention, toujours fidèle à une ligne qu'on pourrait qualifier de « *social-démocrate-libérale* »...

Thierry Lepaon, des ors de la CGT à ceux de la République

Difficile de passer après Bernard Thibault. Encore plus quand on se retrouve soupçonné de mener un train de vie dispendieux à la tête de la CGT. Thierry Lepaon, secrétaire général du syndicat de 2013 à 2015, l'a appris à ses dépens. Contesté en interne depuis son élection à la tête de la centrale, l'ancien ouvrier est confronté, en 2014, à des révélations du Canard enchaîné qui le mettent en cause autant que la CGT. Selon l'hebdomadaire satirique, le syndicat a pris en charge 130 000 euros de travaux pour l'appartement de fonction de Lepaon. *Le Canard* relève aussi que le loyer, entièrement pris en charge par la CGT, s'élevait à 2000€ par mois. Quelques semaines plus tard, le journal enfonce le clou en dévoilant que 62 000 euros de travaux ont été effectués pour rénover le bureau du n°1. Acculé, il démissionne le 7 janvier 2015.

En avril 2016, alors que la mobilisation contre la loi El Khomri bat son plein, plusieurs médias révèlent que Lepaon pourrait être recasé par le gouvernement de Manuel Valls à la tête de l'Agence nationale de lutte contre l'illettrisme (ANLCI). Objectif : « *Envoyer un message positif aux syndicats en tête de mobilisation* », dicit RTL. On crie à la trahison. Le 6 juin 2016, il est missionné par Valls pour préfigurer l'« *Agence de la langue française pour la cohésion sociale* », sans toutefois remplacer l'ANLCI. Finalement, il est nommé délégué interministériel à la langue française pour la cohésion sociale, aux frais du contribuable, en 2017. Deux ans plus tard, Emmanuel Macron le nomme inspecteur général de la jeunesse et des sports de première classe au tour extérieur – catégorie A +.

François Chérèque, le goût de la gauche libérale

À peu près un an avant que Thierry Lepaon prenne la tête de la CGT, François Chérèque quitte celle de la CFDT après 10 ans de bons et loyaux services, le 28 novembre 2012. Là, rebelote : quand on a dirigé un syndicat, on a vite fait de retrouver du travail. Le 3 janvier 2013, il est nommé inspecteur général des affaires sociales – haut-fonctionnaire – et est chargé de suivre le plan gouvernemental de lutte contre la pauvreté. Il est de surcroît élu président de Terra Nova, laboratoire d'idées star de la gauche libérale, le 12 janvier 2013.

Des fonctions où il a pu constater les écueils de l'exécutif « *socialiste* », puisqu'entre 2012 et 2014, le taux de pauvreté est passé de 13,9 % à 14,1 %. Énième service de la Hollande aux anciens dirigeants syndicaux, François Chérèque est propulsé fin 2013, bénévolement certes, à la tête de l'Agence du service civique, en plus de ses autres fonctions. Il quitte ses fonctions en 2015 pour cause de maladie et en meurt deux ans plus tard.

Nicole Notat : du syndicat au patronat

La prédécesseure de François Chérèque à la tête de la CFDT était la première femme à diriger un syndicat : Nicole Notat. Entre 1992 et 2002, elle y est allée franco pour marier la CFDT et le libéralisme. Soutien du plan Juppé en 1995, elle est désavouée lors d'un congrès la même année. En 2000, elle pousse le bouchon encore plus loin et se rapproche fortement du Medef dans le cadre de la « *Refondation sociale* » initiée par le mouvement patronal. Des tas de militants quittent alors le navire. Pourtant, elle en reste capitaine pendant une décennie et sort la tête quasi haute sans briguer de nouveau mandat. Puis après ?

Directement la même année, elle devient présidente de « *Vigeo* », pour faire entre autres de la notation « *RSE* » des entreprises. Elle en est P.-D.G. jusqu'en 2020. La reconversion professionnelle étant faite, elle assume avec plus d'entrain sa conversion au libéralisme. En 2005, elle soutient le « *oui* » au référendum sur le Traité constitutionnel européen. Entre 2011 et 2013, elle préside *Le Siècle*, ce club fondé en 1944 qui réunit élites de toutes sortes, politiques, économiques et médiatiques. Aux deux dernières élections présidentielles, elle soutient publiquement Emmanuel Macron. marianne.net 12 septembre 2023

J-C – Tous les courants du mouvement ouvrier se sont gravement compromis avec les dirigeants de ces syndicats aux relents collaborationnistes ou franchement corporatistes durant plus de 70 ans.

Ne cherchez pas ailleurs une explication pour comprendre pourquoi nous en sommes arrivés là, vous avez ici en grande partie la réponse. Était-ce inévitable que les choses se passent ainsi ? Il faut espérer que non, sinon cela signifierait que notre combat serait perdu d'avance. Je sais que cela en arrange plus d'un de le croire, pour justifier sa passivité ou le refus de s'engager dans le combat politique contre le régime, préférant consacrer son temps libre à ses petites affaires ou à profiter de la vie.

Ils osent tout et c'est même à cela qu'on les reconnaît...

Une centaine d'organisations appelle à manifester le 23 septembre contre les "violences policières" - BFMTV 13 septembre 2023

Parmi les organisations soutenant cette "*marche unitaire*", des collectifs de quartiers populaires, des victimes de violences policières, des ONG comme Attac, les Amis de la Terre, des partis de gauche tels que LFI et ELLV ainsi que les syndicats CGT, FSU et Solidaires.

Dans un communiqué commun, les organisations dénoncent "*une politique régressive qui fait le lit de l'extrême droite et piétine toujours plus nos libertés publiques, notre modèle social, notre avenir face à l'effondrement écologique*".

À Paris, la manifestation partira vers 14h30 de la gare du Nord et se terminera à Bastille. D'autres "marches unitaires" seront organisées le même jour dans une cinquantaine de villes en France. BFMTV 13 septembre 2023

J-C – Ces agents du régime dénoncent "une politique régressive qui fait le lit de l'extrême droite et piétine toujours plus nos libertés publiques, notre modèle social, notre avenir face à l'effondrement écologique".

Traduction : En adoptant le récit officiel sur la pandémie à la covid-19 et sur le climat ou « l'effondrement écologique », ce sont eux qui ont fait « le lit de l'extrême droite et piétiné toujours plus nos libertés publiques » et individuelles. En reprenant à leur compte la rhétorique de Macron et de Davos, en organisant 14 journées d'action bidons sur les retraites , au lieu d'œuvrer à l'unité de la classe ouvrière dans la perspective de la grève générale, ils auront tout fait pour la diviser.

Qu'on ne compte pas sur nous pour appeler à manifester le 23 septembre.

Ils osent tout en famille, collaboration et populisme.

Fête de l'Humanité : Entre Fabien Roussel et Edouard Philippe, le « goût du débat respectueux » - 20minutes.fr 17 septembre 2023

« C'est quelqu'un de calme et de pondéré, il a dit que les communistes sont ses adversaires mais pas ses ennemis », salue ce sympathisant du PCF. « À la fois ça huait, à la fois ça applaudissait, des fois en même temps et c'est ça qui est génial ». 20minutes.fr 17 septembre 2023

J-C - Les adversaires combattent dans le même camp, les ennemis dans des camps différents ou opposés, classer à gauche ou pire à l'extrême gauche le PCF, c'est une imposture qui dure depuis plus d'un siècle.

La droite et son idéologie capitaliste n'est pas leur ennemi, leur ennemi, c'est la vraie gauche, c'est le socialisme, le communisme.

Tribune libre.

Une concession de trop ou révélatrice.

Il ne s'agit pas de couper les cheveux en quatre ou de se livrer à un jugement à l'emporte-pièces ou à un procès d'intention, mais quand on lit que "la survie du système capitaliste – se fait au prix de la destruction de millions d'êtres humains chaque année, victimes des famines et des guerres, de la surexploitation, de la misère et des déplacements forcés, du dérèglement climatique et de ses conséquences...", on se demande ce que vient foutre ici le "dérèglement climatique", alors que le climat n'a jamais été réglementé par qui ou quoi que soit ou sinon les scientifiques l'ignorent encore.

C'est une concession au récit officiel frauduleux inacceptable, compte tenu de l'usage criminel et désastreux qu'en font les oligarques et leurs représentants à l'échelle de la planète, sachant qu'il n'y a pas plus aujourd'hui qu'hier de raison de s'alarmer des variations naturelles du climat qui de tout temps ont causé leurs lots de destructions aux sociétés et de souffrances aux hommes, sans qu'on puisse forcément les prévoir ou les prévenir, encore moins les contrôler, sauf à prétendre que les hommes pourraient un jour dicter leur loi au climat ou à l'univers tout entier, ce qu'on n'osera pas regretter même si on partage le malheur qui frappe soudainement des peuples, et tant pis pour ceux qui ne le comprendraient pas ou ne l'admettraient pas.

Les hommes d'aujourd'hui sont pratiquement aussi ignorants que jadis du processus physico-chimique qui est à l'origine de l'univers, de notre galaxie, du système solaire, de la formation de la Terre et de l'apparition de la vie sur cette planète jusqu'à sa créature la plus complexe et sophistiquée, l'espèce humaine ou l'homo sapiens, inconscients de la manière dont son évolution ou sa transformation, son organisation économique et sociale ou son histoire se sont réellement déroulées au cours des 7 à 10 dernières millions d'années.

La bourgeoisie doit aussi composer avec le climat, contrairement à l'idée qui ressort de l'éditorial de D. Gluckstein, les lois de fonctionnement du capitalisme s'appliquent à elle tout comme celles de la physique du climat.

L'éditorial de La tribune des travailleurs (POID) par Daniel Gluckstein : Sans elle ? Oui, sans elle !

« *La "bourgeoisie" se défend durement ? Oui, mais on ne peut faire sans elle.* » Ainsi s'exprime (dans L'Opinion) Éric Le Boucher, chroniqueur à ses heures aux Échos.

« *Durement* » ? C'est le moins qu'on puisse dire : cette phrase conclut un article sur le coup d'État de Pinochet au Chili en 1973 qui provoqua, est-il écrit, « *3 000 morts ou disparus et plus de 38 000 personnes torturées* » et instaura « *une des pires dictatures de la région* » !

« *Durement* », donc...

« *Sans doute, reconnaît l'auteur, la finance américaine* » a-t-elle joué un rôle dans le coup d'État tout comme « *des entrepreneurs de la "bourgeoisie"* ». Mais pour lui, les vrais responsables du coup d'État, « *ce sont les idées "de gauche généreuse" de relance par la consommation, de blocage des prix ou de nationalisation* ».

Revendications modestes, on en conviendra. Mais les capitalistes y virent une telle menace qu'ils décidèrent de se défendre « *durement* » !

De cette justification éhontée du massacre chilien, Le Boucher conclut : « *Les vieilles recettes d'antagonisation du travail et du capital ne conduisent qu'au conflit et à l'impasse.* » Là, il ne s'agit plus du Chili de 1973, mais du monde d'aujourd'hui. On sent Le Boucher tenté par l'instauration d'un régime où la lutte des classes serait officiellement proscrite, un régime corporatiste où les travailleurs privés de droits et d'organisations seraient soumis à la « *corporation* » organisée avec les patrons sous l'égide de l'État. Corporatisme qui conduit tout droit au fascisme, l'histoire nous l'apprend.

Aujourd'hui, la domination de la bourgeoisie – c'est-à-dire la survie du système capitaliste – se fait au prix de la destruction de millions d'êtres humains chaque année, victimes des famines et des guerres, de la surexploitation, de la misère et des déplacements forcés, du dérèglement climatique et de ses conséquences, mais... « *on ne peut pas faire sans elle* »...

N'en déplaise aux Le Boucher et autres plumitifs sans conscience, les travailleurs précipités toujours plus bas par un système capitaliste qui ne connaît d'autre loi que le profit n'ont pas le choix : se battre pour les revendications les plus élémentaires, sans crainte de se heurter à la bourgeoisie et à ses gouvernements.

Sans crainte, oui ! Car « *on peut faire sans elle* » ! La bourgeoisie possède les moyens de production, mais elle ne peut rien sans la classe des producteurs qu'elle exploite. Les producteurs, eux, à condition de prendre entre leurs mains les moyens de production, peuvent tout faire sans la bourgeoisie, cette classe de parasites et de spéculateurs juchés sur leurs montagnes de profits.

Le combat aujourd'hui pour le blocage des prix et l'indexation des salaires emprunte une voie qui, demain, verra les travailleurs organiser eux-mêmes l'économie et la vie sociale afin que les richesses produites par tous bénéficient à tous.

Comme le dit L'Internationale, le chant du mouvement ouvrier, « *combien de nos chairs se repaissent... Mais si les corbeaux, les vautours, un de ces matins disparaissent, le soleil brillera toujours.* »

France.

Haro sur les plus pauvres et précaires !

Budget 2024 : le gouvernement prévoit 16 milliards d'euros d'économies, annonce Bruno Le Maire - AFP/francetvinfo.fr 15 septembre 2023

Le gouvernement compte donc réaliser 16 milliards d'euros d'économies, essentiellement via la suppression progressive du bouclier tarifaire. Les six milliards d'euros d'économies restants seront issus de réductions d'aides aux entreprises, d'aides à la politique de l'emploi ainsi que par l'entrée en vigueur de la réforme de l'assurance-chômage. AFP/francetvinfo.fr 15 septembre 2023

Les comptes truqués de l'Urssaf.

Masse salariale en hausse, pouvoir d'achat en baisse : l'Urssaf décrypte 2022 - AFP/LePoint.fr 15 septembre 2023

La masse salariale du secteur privé en France a augmenté de 8,7 % en 2022, en raison de la progression des effectifs salariés et de l'inflation, mais le pouvoir d'achat par tête a baissé, rapporte vendredi 15 septembre l'Urssaf.

Le salaire moyen par tête (SMPT) a progressé l'an dernier de 5,2 % et de 5,7 % avec les primes exceptionnelles, à 2 786 euros brut mensuels....

Mais les salariés au chômage partiel, particulièrement nombreux en 2021 et dans une moindre mesure en 2022 en raison de la crise sanitaire et de ses conséquences économiques, ne sont pas inclus dans ce calcul du SMPT, car leurs indemnités ne sont pas soumises à cotisations sociales, précise l'organisme de recouvrement de la Sécurité sociale.

En incluant ces salariés, la progression du salaire moyen est limitée à 2,9 %, primes comprises, et le pouvoir d'achat par salarié a baissé de 1,1 %, et même de 1,6 % sans les primes exceptionnelles. En excluant les salariés au chômage partiel, le pouvoir d'achat diminue seulement de 0,2 % sans les primes, et augmente de 0,3 % en les comptabilisant.

Le nombre de salariés progresse de 3,3 % à 19,9 millions en 2022, avec 638 000 créations nettes de postes sur l'année. Enfin, le nombre d'intérimaires, qui avait bondi de 19,3 % en 2021, croît encore de 4,6 % en 2022, soit 35 900 postes supplémentaires. AFP/LePoint.fr 15 septembre 2023

Enrichissez-vous ! Il n'y a pas que des pauvres en France, et ils se gavent !

Capital - "On devrait les encadrer vu le prix !", "On vit pas dans le même monde je crois" : cette commerçante fabrique des pâtes fraîches et réalise des marges qui sidèrent les internautes - Yahoo 18 septembre 2023

Ce dimanche soir, sur M6, les téléspectateurs assistent à la diffusion d'un tout nouveau numéro du magazine "*Capital*", présenté par Julien Courbet.

Pour l'occasion, les équipes de l'émission se sont notamment intéressées aux plats préparés. Comme l'a expliqué l'animateur en tout début d'émission, chaque soir nous mettons en moyenne une vingtaine de minutes pour préparer le dîner soit deux fois moins de temps qu'il y a vingt ans. Ce manque de temps a ainsi créé un véritable marché des repas préparés à la faveur des industriels, des plats chers et rapides à cuisiner mais aussi des appareils électroménagers censés nous faire gagner du temps. Dans ce reportage intitulé "*Vite fait, vite prêt : enquête sur les plats express des familles*", les équipes de "*Capital*" sont parties en immersion dans le monde des raviolis, des pâtes fraîches, de l'expresso et de la purée ! Et la première enquête de l'émission s'est penchée plus particulièrement sur les "*pastas*" prêtes à l'emploi. Ce type de pâtes est devenu, au fil des années, un incontournable des rayons frais de nos supermarchés. Grandes marques, marques de distributeurs, nombreuses gammes et saveurs, les pâtes fraîches prêtes à consommer ont définitivement pris d'assaut les assiettes des Français : avec 100 000 tonnes l'an dernier, nous en consommons en effet deux fois plus qu'il y a quinze ans !

J-C - Traduire : Les classes moyennes sont deux fois riches qu'il y a quinze ans... sauf les couches qui se paupérisent. Toujours est-il que ce n'est pas la famine qui prédomine en France, ceci explique cela, l'absence de réaction à la réaction sur toute la ligne.

Yahoo - À côté des traditionnelles tagliatelles et des gnocchi à poêler, les raviolis farcis ont fait une entrée tonitruante dans les rayons des pâtes fraîches en faisant exploser le nombre de références : les pâtes farcies représentent aujourd'hui 56 % des ventes du secteur avec des prix allant en moyenne de 8 à 20 euros le kilo. Auprès de Lustucru et de Giovanni Rana, les marques de distributeurs ont au fil du temps gagné en parts de marché. Et ce business n'intéresse pas que les industriels ! Dans le reportage diffusé ce soir, à Corveissiat, dans l'Ain, les téléspectateurs ont ainsi découvert le témoignage de Claire, ancienne assistante de direction, qui, il y a cinq ans, a décidé de se lancer dans la fabrication de pâtes fraîches.

Diplômée d'école hôtelière, elle a acheté ses machines d'occasion pour moins de 15 000 euros. Depuis, Claire fait tout elle-même : de la préparation des pâtes, dont la farce dépend de ce qu'elle trouve sur les marchés, à leur vente ! Ses quarante kilos de pâtes fraîches préparés en deux jours rencontrent un succès fou sur les étals des marchés. Ce travail, très physique, est toutefois très bien rémunéré : si la pâte non farcie lui coûte deux euros, son prix de revente, lui, s'élève à neuf euros le kilo, soit deux fois le prix vendu en grande surface. Et pour ses pâtes farcies, la marge réalisée est encore plus importante : ses pâtes au chèvre et au pesto lui coûtent 8,20 euros du kilo et elle les revend 33 euros du kilo, soit une marge multipliée par quatre ! Si les pâtes de Claire ont ouvert l'appétit des téléspectateurs, ses marges réalisées ont sidéré les internautes... Yahoo 18 septembre 2023

C'est au pays des banques ou un paradis fiscal qu'ils se goinfrent le plus, normal.

Dépenses alimentaires : le choc des extrêmes - Le Point 13 septembre 2023

Alors qu'elles dépassent 4 300 dollars par an et par habitant en Suisse, elles ne sont que de 180 dollars en Tanzanie.

D'après les données établies par le service de recherche économique du département américain de l'Agriculture, c'est en Suisse que le montant des dépenses consacrées à la nourriture est le plus élevé au monde. Il s'est inscrit en moyenne à 4 313 dollars (4 016 euros) par habitant en 2021.

Viennent ensuite la Norvège (4 093 dollars), Israël (3 997 dollars), le Danemark (3 727 dollars) et Hongkong (3 672 dollars). Avec 3 234 dollars (3 011 euros) de budget dédié à l'alimentation en 2021, la France se situe au onzième rang mondial, les États-Unis au quatorzième rang (3 070 dollars).

À l'autre bout de l'échelle, on retrouve la Tanzanie, où les dépenses alimentaires par habitant étaient de seulement 180 dollars en 2021, précédée de l'Éthiopie (245 dollars) et l'Ouganda (293 dollars).

Augmentation du niveau de vie

C'est aux États-Unis que la part des dépenses pour la nourriture rapportée à l'ensemble des dépenses des ménages est la plus faible. Elle n'y est que de 6,7 %. Viennent ensuite Singapour (8,4 %), le Royaume-Uni (8,7 %) et l'Irlande (9,2 %). À l'autre bout de l'échelle, la nourriture

représente 59 % du budget des ménages au Nigeria, 56,6 % en Birmanie, 56,1 % au Kenya et 52,7 % au Bangladesh.

La part des dépenses consacrées à l'alimentation (hors boissons alcoolisées) était en France de 14,1 % en 2021. Elle a très fortement baissé depuis la révolution industrielle conformément à la loi mise en évidence par l'économiste allemand Ernst Engel, selon laquelle la part du revenu allouée aux dépenses alimentaires diminue lorsque le niveau de vie augmente.

À la fin du XIXe siècle, les Français consacraient en moyenne les deux tiers de leur budget à l'alimentation. Cette part était encore de 44 % en 1949, 35 % en 1960 et 26 % en 1973. Le Point 13 septembre 2023

J-C – En Inde en nous privant des produits courants les plus chers, dont certaines viandes, certains poissons, légumes et fruits notamment, en ayant pratiquement supprimé l'alcool, l'alimentation absorbe environ encore 45% environ de notre budget, et on ne paie pas le riz qui vient du carnet de rationnement. Je ne mets pas les pieds dans les magasins ou rayons proposant des produits occidentaux ou d'importation, un luxe hors de notre portée.

Je tiens un compte détaillé par rubriques de nos dépenses mensuelles dans un tableau. En un an je n'ai pu économiser que 1800 euros, une fois déduites les grosses dépenses imprévues, mon compte courant dépasse rarement longtemps les 1.000 euros, 810 actuellement et il reste près d'un mois avant de recevoir ma misérable retraite.

Et les plus pauvres ne pourront même pas se rabattre sur le riz !

Le prix du riz atteint son plus haut niveau depuis 15 ans - Yahoo 13 septembre 2023

Malgré des réserves plus importantes que les autres années, le prix du riz atteint son plus haut niveau depuis 2008.

Aliment de base pour plus de 3 milliards de personnes dans le monde, le riz connaît une hausse spectaculaire de ses prix. Le vendredi 8 septembre, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a confirmé une hausse de 9,8% sur un mois. En août, l'indice FAO des prix du riz accusait une augmentation de 31% sur une année entière. Il faut revenir quinze ans en arrière pour trouver un grain de riz aussi cher. Cette flambée des cours de l'un des féculents les plus consommés de la planète résulte d'un choix de politique intérieure indienne.

La nouvelle est passée un peu inaperçue en plein cœur de l'été mais l'Inde, premier exportateur mondial de riz, a pris la décision radicale d'interdire l'exportation de riz blanc non basmati (près d'un quart de ses exportations habituelles de riz). Selon le gouvernement indien, cette décision a pour objectif d'assurer l'approvisionnement intérieur et ainsi de limiter la hausse des prix pour ses habitants.

Concrètement, le pays le plus peuplé au monde a fait le choix (temporaire ?) de la sécurité alimentaire nationale au détriment de l'exportation et donc de l'économie. En attendant les nouvelles récoltes, face aux "*incertitudes quant à la durée de l'interdiction*" décidée par

l'Inde et aux "*craintes que les restrictions à l'exportation soient étendues à d'autres types de riz*", le marché mondial du riz s'est tendu, s'inquiète la FAO.

Et pourtant, les réserves de riz dans le monde sont abondantes. Selon l'agence spécialisée des Nations Unies, "*il est toujours prévu que les stocks mondiaux de riz, à la clôture des campagnes de commercialisation de 2023-2024, atteignent leur plus haut niveau jamais enregistré*", après une hausse de 1,4 % par rapport à 2022-2023. Problème : les trois quarts du stock devraient être détenus par la Chine et l'Inde, les deux pays les plus peuplés au monde. Les réserves totales de riz détenues par les autres pays devraient tomber à leur plus bas niveau depuis quatre ans. Yahoo 13 septembre 2023

J-C – Comme je l'ai déjà indiqué, on mange le riz distribué par l'Etat indien. Il est gratuit, c'est le riz qu'on donne aussi à manger aux chiens, on mange la même chose et cela ne me choque pas. Il est meilleur que celui vendu entre 65 et 80 roupies le kilo, soit près d'un euro, c'est très très cher. Le riz basmati est à 115 roupies le kilo, j'en achète trois ou quatre fois par ans les jours de fête. On a les mêmes réflexes que les pauvres, parce qu'on l'est, sans être les plus pauvres.

Totalitarisme, une épidémie. Les Français sont-ils devenus hypocondriaques et schizophrènes? Cela en a tout l'air.

J-C - Ils les ont rendus complètement dingues avec leur mystification hygiéniste qui a tourné à la psychose collective à partir de janvier 2020. Pour un oui ou un non, ils se croient malades et en danger de mort, ils se font testés, ils rendent visite à un médecin, et ils vont jusqu'à accepter de faire porter une muselière à leurs enfants pour se rendre à l'école, c'est de la pure folie, de la cruauté.

Covid-19 : les régions les plus touchées par la reprise épidémique - Yahoo 15 septembre 2023

Au niveau national, les indicateurs Covid continuent leur hausse, avec une hausse de 55% de l'incidence des cas de Covid présentant des signes respiratoires.

Le Covid poursuit sa reprise, depuis la fin juillet pour atteindre des niveaux records depuis un an pour certains indicateurs, indique Santé Publique France dans son bulletin hebdomadaire.

Parmi les chiffres à retenir, une hausse de 55% de l'incidence des cas de Covid présentant des signes respiratoires en une semaine, une augmentation de 30% des passages aux urgences pour suspicion de Covid ou encore une augmentation de 17% d'actes SOS Médecins.

Une hausse essentiellement portée par le variant Eris, contre lequel les nouveaux vaccins disponibles pour le rappel prévu à l'automne pour les populations vulnérables sont efficaces. "*Les premières données scientifiques suggèrent qu'il est sensible aux nouveaux vaccins qui seront disponibles au début de l'automne*", a noté Brigitte Autran, la présidente du Comité de veille et d'anticipation des risques sanitaires (Covars).

Relents nauséabonds d'Ancien Régime.

Visite de Charles III : Le président de la République dînera avec le roi à Versailles - 20minutes.fr 15 septembre 2023

Monarchie - Les deux chefs d'Etat dîneront dans la Galerie des glaces le 20 septembre, au château de Versailles.

Pape François à Marseille : Macron assistera bien à la messe, confirme l'Élysée - LePoint.fr 15 septembre 2023

Emmanuel Macron se rendra, « *en tant que chef de l'État* », à la grande messe papale qui sera donnée au stade Vélodrome, à Marseille, le 23 septembre.

Pape François à Marseille : « *C'est ma place* » d'aller à la messe, déclare Macron - LePoint.fr 16 septembre 2023

Totalitarisme. En famille quand les banquiers font la loi.

Un graffeur risque 6 000 euros d'amende pour une fresque représentant Emmanuel Macron en marionnette de Jacques Attali - AFP/francetvinfo.fr 15 septembre 2023

Le parquet a requis jeudi 14 septembre 6 000 euros d'amende, dont 2 000 avec sursis, contre un graffeur auteur d'une fresque de street-art peinte à Avignon et représentant l'économiste Jacques Attali en marionnettiste qui manipule un Emmanuel Macron-Pinocchio, largement dénoncée comme antisémite.

Le parquet a requis 6 000 euros d'amende, dont 2.000 avec sursis, contre un graffeur auteur d'une fresque de street-art peinte à Avignon. L'artiste de rue, connu sous le nom de Letko, avait peint en juin 2022, l'économiste Jacques Attali en marionnettiste qui manipule un Emmanuel Macron-Pinocchio.

Cette peinture murale réalisée sur un transformateur électrique à l'entrée nord-est d'Avignon, avait immédiatement suscité la polémique, largement dénoncée comme antisémite. La fresque avait été effacée 72 heures après, à l'initiative de la préfecture et de la communauté d'agglomération.

Jacques Attali avait porté plainte et Letko était jugé jeudi 14 septembre pour injure et provocation publiques en raison de l'origine ou la religion. Plusieurs ONG s'étaient portées partie civile. Le jugement a été mis en délibéré au 23 novembre.

Commentaires d'internautes.

1- En quoi cette fresque constitue une attaque antisémite ?

2- Attali s'est vanté publiquement d'être directement responsable de l'élection de Macron. Et tout le monde sait qu'il est juif. Dès lors, en quoi cette fresque peut-elle bien être antisémite ? Mystère !... A moins que ce soit tout simplement une vérité qui dérange...

3- Si l'on ne peut plus critiquer (à tort ou à raison, peu importe, chacun son avis) une personne issue d'une minorité (et une autre qui ne l'est pas) sur un sujet autre sans être traité de "-ite" ou de "-phobe", franchement, c'est la dictature des minorités, là !

Je ne comprends même pas qu'un juge ait pu accepter d'instruire sa plainte.

4- Je ne comprends pas que cette plainte puisse aboutir à un procès. Il n'y a pas de mention de l'origine d'Attali, qui au demeurant est un conseiller de nombreux présidents connu pour ses positions mondialistes. Donc la lecture de cette fresque est claire.

Avoir un procès pour ce qui n'est pas dit c'est un pas de trop vers la censure et l'usage abusif du terme antisémitisme.

On appelle cela un procès d'intention et je trouve c'est un processus qui se multiplie trop souvent que ce soit d'un bord ou de l'autre.

Nous avons à faire à un parti de l'extrême centre comme disent certains, où n'est toléré que ce qui fait consensus... triste société

5- Vraiment ? Moi ce qui m'alarme c'est qu'en France la caricature soit désormais punie par la loi. Et si le fait de représenter un juif manipulant quelqu'un quand il s'en est vanté lui-même suffit pour être qualifié d'antisémite, il va falloir ouvrir des places de prison...

6- Je ne vois pas où se trouve l'antisémitisme dans cette fresque. Par contre, le président "fantoche" tenu par celui du dessus représente bien ce que le graffeur Lekto voulait faire comprendre. N'y a pas photo.

7- La liberté d'expression en prend un coup encore une fois !

Quant à la notion d'antisémitisme, je ne la vois pas. A croire que la provocation n'est pas dans le sens que l'on veut nous faire croire.

8- En clair tu ne peux te moquer d'une personnalité publique pour ses actions politiques si elle est d'origine juive. Là je dis bravo, c'est la meilleure façon de faire taire la liberté d'expression.

D'ici que Macron change de religion, il n'y a qu'un pas. On ne pourra même pas le siffler au stade.

9- On peut certes lui reprocher de s'être trompé de Marionnettiste...

Personnellement comme beaucoup d'autres je n'avais pas fait le lien avec un caractère antisémite qui pour moi reste à démontrer Mr Attali ne se résumant pas pour moi (loin de là) à une quelconque caractéristique d'origine (qui ne m'importe en rien)

Par contre si on ne peut plus caricaturer un "*puissant*" au motif qu'on pourrait imaginer une intention etc., etc., c'est la fin de la liberté de caricature et de création dans ce pays et in fine la fin de la liberté d'expression.

Totalitarisme et fascisation du régime.

J-C – Un prétexte pour faire la chasse à la pensée "*déviante*", pour criminaliser les opposants au régime, même les moins radicaux d'entre eux.

Propos racistes et antisémites: la majorité dépose une proposition de loi pour garantir l'emprisonnement - BFMTV 13 septembre 2023

Deux députés du groupe macroniste Renaissance ont déposé mardi une proposition de loi visant à combler le "*vide juridique*" qui permet aux auteurs de propos racistes ou antisémites d'échapper à des peines d'emprisonnement.

"Pour préserver notre pacte républicain et protéger nos concitoyens, la sanction pénale doit être garantie et systématique", indique le texte co-signé par Mathieu Lefèvre et Caroline Yadan.

L'enjeu "*est de pouvoir sanctionner les idéologues qui sévissent sur les réseaux sociaux ou sur internet, ces multirécidivistes qui sont rarement présents à leurs audiences et vivent à l'étranger pour échapper à leurs condamnations*", écrivent-ils.

Pour remédier à ce type de cas, la proposition de loi prévoit d'*"élargir le pouvoir du tribunal en lui donnant la possibilité d'émettre un mandat de dépôt ou un mandat d'arrêt pour permettre l'exécution immédiate de la peine d'emprisonnement en cas de condamnations pour contestation de crimes contre l'humanité ou apologie de crimes contre l'humanité ou de crimes de guerre"*.

Cette mesure avait été défendue par la Première ministre Élisabeth Borne, lors de la présentation en janvier dernier d'un plan de lutte contre le racisme, l'antisémitisme et les discriminations.

Le second des deux articles du texte prévoit de son côté de "*transformer en délit les contraventions actuellement prévues en matière de provocation non publique à la discrimination et d'injure et de diffamation non publique à caractère raciste et antisémite*".

Actuellement, la différence entre injure "*publique*", un délit pouvant être puni par un emprisonnement, et injure "*non publique*", ne pouvant faire l'objet que d'une amende, est "*extrêmement ténue*", font valoir les auteurs.

"L'objet est plutôt consensuel, l'idée est d'avoir un examen de ce texte en début d'année prochaine" à l'Assemblée nationale, a indiqué à l'AFP Mathieu Lefèvre, député du Val-de-Marne. BFMTV 13 septembre 2023

Combat politique contre la terreur climatique.

La démente climatique ne fait pas recette en Allemagne ni ailleurs.

Climat : des dizaines de milliers de manifestants en Allemagne, « *Il faut plus de pression pour amener le gouvernement à agir* » - AFPSuOuest.fr 15 septembre 2023

Les Allemands se sont mobilisés massivement ce vendredi, dans tout le pays, à l'appel du mouvement Fridays for Future. Ils reprochent au gouvernement d'Olaf Scholz de ne pas faire assez pour « *atteindre ses objectifs climatiques* »

J-C - "*Massivement*", vraiment, 12.000 personnes à Berlin selon la police ayant intérêt à gonfler le chiffre contrairement aux manifestations sociales ou ouvrières. Et encore, une manifestation emmenée par des gosses, instrumentalisant des gamins, lisez.

AFP - Des dizaines de milliers de manifestants pour le climat, menés par des enfants et des adolescents, ont manifesté vendredi à Berlin et dans toute l'Allemagne

Cette treizième « *grève mondiale pour le climat* », organisée par le mouvement Fridays for Future, impulsé par l'activiste suédoise Greta Thunberg, avait pour mot d'ordre « *la fin des combustibles fossiles* ».

Quelque 250 manifestations étaient annoncées dans tout le pays. À Berlin, environ 12 000 personnes, selon la police, se sont rassemblées à la mi-journée devant la porte de Brandebourg avant de défiler dans le centre-ville. AFPSuOuest.fr 15 septembre 2023

Le saviez-vous ? Comment avons-nous peut-être évité le pire ? Grâce au recours aux énergies fossiles.

- Au cours des 140 derniers millions d'années, les niveaux de CO₂ ont chuté précipitamment et régulièrement jusqu'à environ 30 ppm de la "*ligne de mort*" de 150 ppm en dessous de laquelle les plantes ne peuvent pas survivre.

Les données à relativement court terme provenant des carottes glaciaires et les données à beaucoup plus long terme remontant à 140 millions d'années (Berner 2001) montrent une tendance alarmante à la baisse des niveaux de CO₂.

La libération de dioxyde de carbone par l'utilisation de combustibles fossiles a permis à l'humanité d'augmenter les concentrations de cette molécule bénéfique et peut-être d'éviter une véritable apocalypse climatique liée au CO₂.

<https://co2coalition.org/facts/140-million-year-trend-of-dangerously-decreasing-co2/>

Lu. Vaut mieux le savoir.

1- France. 13 août 2022 - En France, cette année, 269 feux ont déjà brûlé 61 854 hectares.

(Statistiques européennes : <https://effis.jrc.ec.europa.eu/apps/effis.statistics/estimates>)

Ils ont dégagé autant de CO₂ que 7 218 000 voitures ayant fait chacune 10 000 km.
Il faudra 40 ans à ces forêts pour renaître et recapturer autant de CO₂.

Les "*carbonistes*" anti-CO₂ feraient mieux d'entretenir et surveiller les forêts et de cesser de s'opposer aux larges allées d'accès et aux retenues d'eau que de harceler les automobilistes à essence ou gazole !

Rappel d'Août 1949 - Dans les Landes un feu brûle à lui seul 52 000 ha (82 morts), en pleine période du refroidissement climatique de 1940 - 1975.

2- France. 1480. L'hiver fut très froid et très long, car il se prolongea pendant plus de 6 mois. La Seine, l'Oise, la Marne et l'Yonne furent gelées

1716. A Paris, moins 20°C le 22 janvier

1718. Canicule qui aurait fait 700 000 morts. Aucune pluie pendant 6 mois, récoltes brûlées, rivières asséchées et théâtres fermés à Paris par ordre du préfet de police en raison des températures excessives ; 45 degrés Celsius (113 degrés Fahrenheit). Dans les jardins arrosés de la banlieue les arbres fruitiers fleurirent deux fois pendant la saison.

1783. Jusqu'à -19.1°C à Paris avec 69 jours consécutifs de gelée. Terre gelée jusqu'à 65 cm de profondeur.

1788. L'Europe entière subit les rigueurs de ce remarquable hiver. A Paris, où la Seine resta gelée du 26 novembre au 20 janvier, on compta 56 jours consécutifs de gelée avec un minimum absolu de -21.8° le 31 décembre 1788.

1803. A Paris, on note 36,8°C le 31 juill. La Normandie ne reçut pas une goutte d'eau pendant 95 jours.

1818. Théâtres parisiens fermés pendant un mois en raison des chaleurs excessives, 35 degrés C.

1830. Alors que les combats avaient lieu, le thermomètre afficha 36 degrés C les 27, 28, 29 juillet.

1835. La Seine était presque à sec

1879. Le 10 décembre à Paris, on mesurait -23,9 °C au parc Montsouris. Cette nuit-là, à la station voisine de Saint-Maur (Val de Marne), les thermomètres sont même descendus jusqu'à -25,6 °C.

(Sources : Histoire du climat depuis l'an Mil de Emmanuel Le Roy Ladurie, 1967 ; The Hampshire Advertiser July-17-1852 ; Mémorial de la météorologie nationale par M. GARNIER, 1967 https://alertes-meteo.com/vague_de_froid/hiver1400-1800.htm)

3- Canada. Nous avons réuni 16 études qui avaient appliqué indépendamment cette même méthode, à différents territoires répartis dans toute la forêt boréale Nord-américaine, de l'Alaska jusqu'au Québec.

En réanalysant toutes ces données dans ce que les scientifiques appellent une « *méta-analyse* », les résultats sont frappants : les forêts boréales Nord-américaines brûlaient bien plus il y a 150 ans qu'aujourd'hui.

Sur la période la plus ancienne couverte par nos données, soit entre 1700 et 1850, les surfaces brûlées annuellement étaient de 2 à plus de 10 fois plus importantes par rapport à ce qu'on a pu observer au cours des 40 dernières années.

(Source : <https://www.transitionsenergies.com/forets-boreales-nord-americaines-brulent-mais-moins-150-ans/>)

Pour en savoir plus.

La (vraie) Physique du Climat

<https://laphysiquedudclimat.fr/wp-content/uploads/2019/01/Physique%20du%20climat.pdf>

- En 1972, le très sérieux TIME alertait ses lecteurs sur le refroidissement à venir. Des scientifiques constataient une diminution des températures depuis 1940. Nous sommes à la veille d'un nouvel âge glaciaire disait-il. La preuve : entre 1945 et 1970, les températures n'ont cessé de baisser. De quoi effrayer les lecteurs. Cinq ans plus tard, TIME réitérait ses propos avec une couverture-choc « *Le Grand Froid* » The Big Freeze.

En juin 1974, le magazine *Science et Vie* publie un article intitulé "*Le climat de la terre est en train de changer. Le refroidissement en cours du climat mondial alarme les experts agronomes de tous les Etats*". Remède possible : "*faire fondre l'Arctique*" !

Le rapport Meadows "*The limits to growth*" (Halte à la croissance) de 1972 prétendait prévoir notre avenir à l'aide de modèles informatiques. Ainsi, il annonçait que les réserves prouvées alors de 90 milliards de tonnes de pétrole seraient complètement épuisées en 2000 ; or elles sont de 245 milliards de tonnes en 2021 (source BP) soit 54 ans de pétrole au rythme actuel (et pour le gaz naturel 49 ans). Il annonçait la stagnation économique puis l'effondrement mondial des sociétés humaines à partir de 2010-2020.

Cela fait 50 ans que les directeurs successifs du Programme Environnement des Nations Unies UNEP (dont dépend le GIEC) nous préviennent du « *désastre* » si l'on ne fait rien : pour Maurice Strong, en 1972, il nous restait dix ans pour arrêter la catastrophe ; en 1982, le

directeur de l'UNDP F. Bradford Morse, avocat, prédisait vers les années 2000 « une catastrophe environnementale aussi irréversible qu'un holocauste nucléaire »...

1989 - "Si l'on en croit le directeur du Bureau de l'environnement des Nations Unies à New-York (UNEP, le créateur du GIEC), plusieurs pays pourraient disparaître sous les flots d'ici 10 ans si le réchauffement de la planète se confirme" (...en 1999 ?) révélait le 29 juin 1989 le présentateur du JT Henri Sannier sur la chaîne de télévision Antenne 2 (-> France 2). (L'UNEP est alors dirigée par l'égyptien Mostapha Kamal Tolba).

En 1990, nous devons stopper le changement climatique pour 1995 avant qu'il n'échappe à notre contrôle ; Mostafa Tolba, UNEP en 2007, Rajendra Kumar Pachauri, ingénieur et universitaire indien, président du GIEC de 2002 à 2015. disait : « *S'il n'y a aucune action avant 2012, il sera trop tard* » Plus le temps passe sans que rien ne se passe de leurs prophéties, plus ils sont alarmistes et menaçants.

En juin 2021, Jean Jouzel, ancien vice-président du GIEC n'évoque plus un risque de 5 ou 6 degrés supplémentaires mais tente de justifier, dans une vidéo *Futura-Sciences*, que seulement 0,5°C supplémentaire est encore très inquiétant.

Sa disciple, Valérie Masson-Delmotte, co-présidente du GIEC-Gr1 tient le même discours néo-alarmiste depuis quelques temps : même + 0,5°C "ça compte"

Le grand prophète catastrophiste Jean Jouzel, ancien vice-président très médiatique du GIEC et soutien de candidats écologistes annonce des températures supérieures à 45°C avant la fin du siècle. Peu de risque de se tromper puisque c'est déjà arrivé : 113 °Fahrenheit (45°C) en 1718 à Paris, 45,9°C dans le Gard et 46°C dans l'Hérault le 28 juin 2019.

<https://www.laquestionclimatique.org/supercheries.htm>

Totalitarisme. Et que la terreur climatique règne !

J-C - Nous appelons à boycotter, censurer, combattre tous les signataires de cette entreprise à caractère totalitaire. Lisez, on n'exagère rien.

- Organisation de la propagande et de la censure

Des députés et journalistes d'extrême gauche se sont réunis dans la Salle des fêtes de l'Assemblée nationale, le 19 juillet 2023 pour promouvoir une charte du journalisme écologique destinée à mieux répandre la bonne parole :

"Il appartient à l'ensemble des journalistes d'être à la hauteur du défi que représente l'emballlement du climat pour les générations actuelles et à venir. Face à l'urgence absolue de la situation, nous, journalistes, devons modifier notre façon de travailler".

CHARTRE (extrait)

1 - Traiter le climat, le vivant et la justice sociale de façon transversale. Ces sujets sont indissociables. L'écologie ne doit plus être cantonnée à une simple rubrique; elle doit devenir un prisme au travers duquel considérer l'ensemble des sujets.

7 - Révéler les stratégies produites pour semer le doute dans l'esprit du public.

Cette charte est soutenue par des proches du GIEC; Jouzel, Masson-Delmotte, Cassou et par des médias comme Médiapart, Reporterre, France 24, RFI, 20 Minutes, BonPote, La Maison écologique, Syndicat national des journalistes, etc. etc. (Elle a été signée par plus de 1 500 journalistes et 120 rédactions - J-C)

Une proposition de loi pour la censure

L'institut Rousseau parrainé par Oxfam, Greenpeace, les Amis de la terre, etc. propose une loi de répression du climatoréalisme et du scepticisme vis à vis de "*l'urgence climatique*".

"Ne pas publier ou diffuser des prises de position qui contredisent, minimisent ou banalisent l'existence des limites planétaires et de la raréfaction des ressources, de leur origine anthropique et du risque avéré que ces crises représentent pour l'habitabilité des écosystèmes".

« L'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique contribue aux actions en faveur de la transition écologique dans les programmes audiovisuels. Elle veille, notamment, auprès des éditeurs de services de communication audiovisuelle, compte tenu de la nature de leurs programmes, à ce que la programmation reflète le consensus scientifique, en particulier la nature anthropique du dérèglement climatique, l'existence du dépassement des limites planétaires et de la raréfaction des ressources en cours, ainsi que la nécessité d'agir reconnue par les engagements internationaux dont la France est signataire. »

« En outre, elle accorde une attention toute particulière aux manipulations de l'information ou à la propagation de fausses informations portant sur la négation ou sur la minimisation des réalités du dépassement des limites planétaires et de la raréfaction des ressources en cours. »

Source : <https://www.laquestionclimatique.org/53-gardiens.de.la.foi.htm>

Document.

Charte pour un journalisme à la hauteur de l'urgence écologique

https://chartejournalismeecologie.files.wordpress.com/2022/09/charte_journalisme_ecologique_140922.pdf

Proposition de loi relative à la responsabilité des médias dans le traitement des enjeux environnementaux et de durabilité

https://institut-rousseau.fr/wp-content/uploads/2023/07/PPL_medias_et_crise_ecologique_QuotaClimat_x_Institut_Rousseau-1.pdf

Supercherries.

A son meeting du 5 décembre 2021, Jean-Luc Mélenchon a tenté de transmettre ses peurs à ses pauvres auditeurs : "*Nous allons être rattrapés par la montée des eaux sur la centrale de Gravelines, sur la centrale du Blayet, c'est à dire sur des centrales nucléaires*" (à raison de 2 ou 3 mm par an, ce sera bien difficile ! et vous seriez mort depuis longtemps Jean-Luc). "*S'il arrive quoi que ce soit à la centrale nucléaire qui est en amont de la capitale, il faudra évacuer douze millions de personnes et ne pas revenir dans le secteur avant 20 000 ans*" (70 ans après la bombe, Hiroshima est une belle ville active et par ailleurs il n'y a eu aucun mort du nucléaire en France depuis plus de 50 ans).

J-C – Même sur cela ils ont menti à la population sans entraîner pour autant sa réaction... Quant à Mélenchon, c'est un pauvre type !

Santé.

Stop à la propagande Gardasil dans les écoles et sur les médias - Mondialisation.ca, 15 septembre 2023

Ne faites pas courir de risques inutiles en vaccinant vos enfants par le Gardasil, inefficace contre les cancers et responsable d'effets délétères non négligeables.

https://www.mondialisation.ca/stop-a-la-propagande-gardasil-dans-les-ecoles-et-sur-les-medias/5681350?doing_wp_cron=1694928728.6688160896301269531250

La quasi inutilité du vaccin Covid officiellement admise en Suisse

Tournant majeur dans les recommandations des vaccins Covid par la plus haute autorité sanitaire suisse : un courrier destiné aux professionnels indique que la vaccination Covid n'influence "*guère*" la morbidité pour les moins de 65 ans en bonne santé, qu'elle ne protège "*que peu*" contre l'infection et contre les maladies légères ainsi que contre la transmission. Seules les personnes à risques et de plus de 65 ans sont invitées à faire un rappel.

L'authenticité du document est démontrée.

https://www.covidhub.ch/aveu-officiel-inutilite-vaccin-covid-suisse/?utm_source=brevo&utm_campaign=Newsletter%20CSI-%20Septembre%202023&utm_medium=email

Ils ne savent plus quoi inventer, mais on leur fait quand même confiance sur ce plan-là.

J-C - A défaut de pandémie, de morts en masse, ils se rabattent sur "la circulation du virus", les "cas", la "suspicion de Covid-19", ces malfaisants sont prêts à tout pour vous pourrir la vie et permettre à Davos d'imposer son nouvel ordre mondial totalitaire.

Covid-19 : pourquoi est-il devenu si difficile de savoir où en est l'épidémie ? - AFP/francetvinfo.fr 16 septembre 2023

On ne dispose plus des données hospitalières, qu'il s'agisse du nombre d'hospitalisations de personnes positives, des entrées en soins intensifs ou des décès liés au virus dans les établissements. AFP/francetvinfo.fr 16 septembre 2023

J-C - Vous savez pourquoi ? Parce que ceux qui meurent, ils ne meurent pas ou plus de cette maladie, mais de la saloperie génique expérimentale qu'ils leur ont injectée.

Covid-19 : la nouvelle campagne de vaccination est avancée au 2 octobre en raison de la hausse de la circulation du virus - AFP/francetvinfo.fr 15 septembre 2023

J-C – Nous appelons à refuser toute vaccination, en cas d'infection respiratoire, recourez aux traitements efficaces existant.

Dr Pierre Kory : Le guide du New York Times sur les vaccins d'automne est de la désinformation - Mondialisation.ca, 15 septembre 2023

Le 1er septembre, le *New York Times* a publié un "guide des vaccins de l'automne", qui recommandait notamment au grand public de se faire vacciner contre le Covid-19, la grippe et le VRS (virus respiratoire syncytial), et aux nourrissons de 6 mois et plus de se faire vacciner contre le Covid-19 cet automne.

Rédigé par David Leonhardt, rédacteur en chef du *Times*, le guide met en garde contre l'augmentation des cas de Covid-19 et l'approche de la saison grippale, avant d'ajouter : "*La bonne nouvelle, c'est qu'il existe des vaccins et des traitements qui réduisent les risques liés à tous les principaux virus susceptibles de circuler cette saison*".

Selon le *Times*, "*cette année, nous devrions adopter une approche plus large*", plutôt que d'être "*obsédés par le Covid*".

Peter Hotez, docteur en médecine, doyen de l'École nationale de médecine tropicale du Collège de médecine Baylor – décrit par le *Times* comme un "*expert en vaccins*" – s'est fait l'écho de cet appel. "*Il ne faut pas seulement penser à Covid*", a-t-il déclaré.

Les experts en médecine et en santé publique qui se sont entretenus avec *The Defender* ont adopté un point de vue différent et ont remis en question le guide du *Times*, citant des préoccupations relatives à la sécurité et à l'efficacité des vaccins contre les maladies respiratoires.

“Les vaccins contre les maladies respiratoires ont échoué lamentablement”, a déclaré le cardiologue Peter McCullough, M.D., MPH. “L’Amérique se méfie des vaccins à ce stade, elle veut continuer à vivre sans vaccins menaçants, et elle est prête à rechercher un traitement précoce, ce qui est toujours la meilleure façon de traiter les infections, que l’on soit vacciné ou non.”

Le Dr Liz Mumper, pédiatre et présidente-directrice générale du Rimland Center for Integrative Medicine, a déclaré au Defender : *“Aucune étude n’a examiné les effets de l’administration simultanée du vaccin contre le VRS, du vaccin contre la grippe et du vaccin Covid”.*

“Si vous suivez les conseils de l’article du New York Times”, a déclaré Mme Mumper, “sachez que votre enfant participera à des expériences post-commercialisation”.

M. McCullough a déclaré au Defender : *“Les vaccins Covid-19 ont été une débâcle sur le plan de la sécurité, avec des cas records de myocardite, de caillots sanguins, d’accidents vasculaires cérébraux et de mortalité toutes causes confondues”.*

https://www.mondialisation.ca/dr-pierre-kory-le-guide-du-new-york-times-sur-les-vaccins-dautomne-est-de-la-desinformation/5681373?doing_wp_cron=1694931048.5437350273132324218750

Guerre par procuration de l’OTAN contre la Russie en Ukraine.

Poutine révèle le nombre de volontaires partis pour le front - fr.sputniknews.africa 15 septembre 2023

Selon Vladimir Poutine, le nombre de volontaires inscrits pour participer à l’opération spéciale en Ukraine a déjà atteint 300.000.

“J’ai dit il y a quelques jours que 270.000 de nos hommes avaient signé des contrats avec les forces armées, mais ce sont déjà des données périmées. Ce matin, on m’a rapporté que 300.000 contrats avaient été signés par des personnes qui, je le souligne, sont prêtes à sacrifier leur vie dans l’intérêt de leur patrie”, a-t-il déclaré ce vendredi aux journalistes.
fr.sputniknews.africa 15 septembre 2023

Un porte-parole transgenre de Kiev menace les journalistes russes, levée de boucliers à Moscou - RT 15 septembre 2023

«“Sarah” Ashton-Cirillo [...] a annoncé qu’elle voulait tuer les journalistes prorusses au nom de Dieu et de... la libération totale. C’est l’apocalypse des zombies. Nous transmettrons aux instances internationales cette preuve supplémentaire du caractère terroriste du régime de Kiev sponsorisé par Washington», a déclaré le 14 septembre sur son compte Telegram Maria Zakharova.

La porte-parole de la diplomatie russe réagissait à la vidéo postée la veille sur X (anciennement Twitter) par Sarah Ashton-Cirillo, transgenre américaine travaillant comme porte-parole de l'armée ukrainienne pour le public anglophone.

Suite aux nombreuses réactions suscitées par sa vidéo, perçue comme un appel au meurtre, Sarah Ashton-Cirillo en a diffusé une seconde le 14 septembre dans la soirée, toujours sur X, insistant sur le caractère judiciaire des poursuites : *«Selon le point 7 de la formule du président Zelensky, nous ferons juger les criminels de guerre [...] Les propagandistes russes sont des criminels de guerre.»*

Malgré ce correctif, les réactions se sont succédées, à commencer par le député et vice-président du comité de Défense de la Douma, Alexeï Jouravliov, qui a estimé au micro de RIA Novosti que *«le terrorisme ukrainien était de pire en pire»* et *«montrait un visage de plus en plus hideux»* sous les traits d'Ashton-Cirillo, qu'il a qualifié de *«pervers diabolique»*.

La députée et première adjointe du comité de la Culture à la Douma Eléna Drapéko a condamné sur RT des propos qui relevaient de la logique *«des terroristes et des fascistes»* de Kiev et a soutenu l'idée de Maria Zakharova d'en alerter les institutions internationales. *«Il existe des conventions internationales et l'Ukraine doit en tenir compte»*, a-t-elle exigé.

Plusieurs journalistes russes ont déjà été les victimes d'attentats ukrainiens, à l'instar de Daria Douguina et Vladlen Tatarski en 2022. En juillet dernier, le FSB annonçait avoir déjoué des attentats contre les personnalités médiatiques Margarita Simonian et Xénia Sobtchak. RT 15 septembre 2023

Russie.

Poutine a défié une faction puissante au sein de la Russie

De nombreux citoyens russes et même certains experts qui commentent la situation politique actuelle oublient souvent un point très important, à savoir le fait que le système de pouvoir actuel en Russie n'est pas à 100% le résultat des activités de l'actuel président du pays. Ce sont les jeunes réformateurs, banquiers et libéraux, alors au sommet de leur pouvoir, qui ont jeté les bases de l'architecture du modèle de gestion de notre État avant même l'arrivée de Vladimir Poutine au Kremlin.

En installant l'actuel garant de la Constitution aux plus hauts étages du pouvoir, ils ont conclu avec lui un accord sur la répartition des sphères d'influence et des zones de responsabilité au sein de la Russie. Cet accord a été approuvé et accepté en Occident. Les États-Unis et l'Europe ont joué le rôle de parties prenantes. Cela signifie que Poutine est entré dans le système de pouvoir dans un cadre plutôt limité et que, jusqu'à récemment, le dirigeant russe est resté dans cet état. En 2022, les dispositions prises par l'élite à l'aube des années 2000 ont commencé à changer.

Au cours de son émission analytique sur la radio Govorit Moskva, le célèbre économiste russe Mikhail Khazin a déclaré que l'année dernière, Poutine a décidé de se retirer du principal accord intra-élite qu'il avait conclu avec les libéraux à la toute fin des années 1990. L'expert a

expliqué que cela était dû au fait que cette aile de l'establishment russe avait cessé de remplir sa part de l'accord le plus important sur la division des sphères d'influence et des domaines de responsabilité.

Selon ces accords de longue date, qui sont restés en vigueur tout au long des vingt dernières années, Poutine ne devait pas interférer dans la sphère financière, ainsi que dans de nombreux aspects des politiques sociales et économiques menées par les libéraux. C'est d'ailleurs ce qui explique l'approbation par le président russe de la fameuse réforme des retraites. Son adoption était précisément une conséquence de l'accomplissement par Poutine de sa part du marché intra-élite. Le président a donc suivi les libéraux. Cependant, au cours des deux dernières années, ils ont cessé de respecter leurs engagements.

Les libéraux devaient garantir un flux fiable et régulier d'investissements étrangers en Russie, car, selon le même accord entre le président et l'establishment du pouvoir, il était interdit à notre pays de créer son propre mécanisme interne et souverain de stimulation de l'économie. En d'autres termes, notre économie nationale, l'ensemble de notre industrie et tous les autres domaines ne pouvaient croître que grâce à l'influence de l'argent étranger.

Poutine a tenté de corriger cette situation en 2020, lorsqu'il a lancé un certain nombre de projets nationaux et a même changé le Premier ministre de Medvedev à Michouline pour passer de l'ancien modèle économique au nouveau, mais les libéraux, qui contrôlent la sphère financière, ont très rapidement rendu la mise en œuvre de ce plan présidentiel impossible en coupant tout simplement tous les flux de trésorerie dans le cadre de ce programme et en sabotant tous les ordres liés à la mise en œuvre de ce plan. Les libéraux eux-mêmes ont cessé d'assurer l'afflux d'investissements étrangers en Russie. Ce faisant, ils ont rompu leur part du marché.

Khazin a expliqué que Poutine a alors défié une faction puissante au sein de la Russie, la faction libérale, qui est encore assez forte et dispose de beaucoup de ressources et de pouvoirs. Il s'agissait d'une mesure forcée de la part du président russe et, dans la situation actuelle, il ne pouvait pas faire autrement car il n'avait pas d'autre choix. Le fait est que Poutine a compris que notre pays ne serait plus en mesure de se développer en attirant les investissements étrangers.

<https://reseauinternational.net/poutine-a-defie-une-faction-puissante-au-sein-de-la-russie/>

J-C – Je ne reproduis pas ici cette longue déclaration de Sergueï Lavrov parce que je ferais allégeance à la Russie, pas du tout, c'est pour montrer aux lecteurs que les autorités russes n'hésitent pas à intégrer l'histoire de la Russie quand elle était intégrée à l'URSS, non sans arrière-pensées parfois, c'est évident, mais c'est autre chose qui nous intéresse ici, leur récit du passé qui vient heurter celui des puissances occidentales qui passent leur temps à réécrire l'histoire, à la déformer, de sorte que les lecteurs vont pouvoir prendre conscience qu'il existe une autre version que celle frauduleuse des occidentaux, et pouvoir comparer les deux versions, se faire leur propre idée sur ce qui s'est réellement passé et qu'ils ignoraient en grande partie jusqu'à présent.

Sergueï Lavrov ne dit pas tout évidemment... On ne partage pas son enthousiasme pour l'orientation politique d'Allende ou de la social-démocratie, qui a conduit au désastre du 11 septembre 1973...

Le ministre des Affaires étrangères de la Fédération de Russie, Sergueï Lavrov, sur le 50e anniversaire du coup d'État militaire chilien.

Il y a cinquante ans, le 11 septembre 1973, un événement d'une grande importance a eu lieu au Chili, provoquant un immense choc au sein de la communauté mondiale. Le gouvernement d'unité populaire a été renversé par un coup d'État sanglant, et la dictature militaire dirigée par la junte du général Pinochet a été instaurée. Le monde entier a été témoin des images d'avions de combat patrouillant au-dessus du palais présidentiel de La Moneda, situé en plein centre-ville de Santiago, ainsi que du président légitimement élu, Salvador Allende, dans ses derniers instants. Il défendait les fondements démocratiques du pays, arborant un casque sur la tête et tenant une mitrailleuse en main.

Pour citer le célèbre poète chilien et lauréat du prix Nobel, Pablo Neruda, qui a vigoureusement condamné les usurpateurs : « ... *des hyènes voraces de notre histoire, rongéant les drapeaux conquis avec tant de sang et de feu.* » Le poète, décédé peu après le coup d'État, est considéré comme l'une des victimes les plus célèbres.

Le coup d'État au Chili a également profondément secoué notre pays ; Salvador Allende était bien connu ici pour avoir visité Moscou à plusieurs reprises, notamment pendant son mandat de président. L'Union soviétique s'est activement engagée dans une campagne internationale visant à manifester sa solidarité avec le peuple chilien et à offrir refuge à de nombreux exilés politiques. Nous avons exigé la libération du fils héroïque du Chili, Luis Corvalan, de son emprisonnement dans un camp de concentration, et avons réussi à atteindre cet objectif. Nous avons également refusé de participer à un match de football crucial au Stade National de Santiago, qui servait de centre de détention et était marqué par le sang des patriotes chiliens. Les habitants de notre pays ont chanté des chansons écrites par le chanteur-compositeur chilien emblématique, Victor Jara, cruellement assassiné, notamment « Venceremos » (Nous gagnerons) et « *The People United Will Never Be Defeated* » (Le peuple uni ne sera jamais vaincu).

J'irais jusqu'à dire que la tragédie du Chili est devenue notre propre tragédie, et l'histoire du Chili est devenue une page de notre propre histoire.

Les événements violents survenus il y a cinquante ans ont mis fin à la tradition démocratique du Chili pendant dix-sept ans, laissant une cicatrice indélébile dans l'histoire moderne du pays et fournissant au monde entier des leçons cruciales pour les générations à venir.

Il est largement connu que le gouvernement d'unité populaire, dirigé par le leader socialiste Salvador Allende, est arrivé au pouvoir en 1970 grâce à l'expression libre de la volonté des électeurs chiliens, conformément à la procédure établie dans la constitution de la République. L'unité populaire avait une portée internationale évidente, cherchant à mettre fin à la dépendance étrangère et à renforcer les bases nationales et latino-américaines. Cette alliance de gauche avait pour objectif de garantir l'indépendance politique et économique du Chili, rejetant les méthodes d'influence internationale telles que la discrimination, la pression, l'intervention ou le blocus. L'Unité populaire avait l'intention de revoir, voire de dénoncer,

les accords qui limitaient la souveraineté du pays et souhaitait entretenir des relations avec tous les pays, quelle que soit leur orientation politique ou idéologique. Cette alliance considérait l'Organisation des États américains comme un instrument de l'impérialisme nord-américain et appelait à des efforts pour créer une organisation véritablement représentative des États d'Amérique latine.

Pour suivre la logique néocoloniale bien connue de la Maison Blanche, les plans stratégiques des dirigeants chiliens représentaient manifestement une menace quasi existentielle pour le pays. Les États-Unis, en particulier Washington, ont toujours été opposés à l'idée que d'autres États aient le droit de choisir leur propre modèle de développement politique et socio-économique, ou qu'ils puissent suivre leurs propres intérêts nationaux tout en renforçant leur souveraineté et en préservant leur identité culturelle et civilisationnelle.

Je préfère ne pas entrer dans les détails de la situation politique et économique au Chili pendant cette période. C'est une question qui relève exclusivement de la sphère interne du pays, et c'est au peuple chilien de prendre ses propres décisions à ce sujet. Cependant, il est évident que de nombreux défis auxquels le gouvernement d'Allende était confronté étaient largement provoqués et même directement orchestrés par des acteurs politiques et des entreprises occidentales.

Les documents déclassifiés des États-Unis n'ont fait que confirmer ce qui était déjà largement connu immédiatement après le coup d'État. Avant même l'accession de Salvador Allende au pouvoir, Washington avait mené une politique visant à son renversement, utilisant un large éventail de tactiques de chantage politique et de pression pour déstabiliser la situation intérieure du Chili.

Cette vaste gamme d'outils incluait le déclenchement d'une guerre économique à multiples facettes, comprenant l'isolement extérieur et les menaces de restrictions contre les partenaires étrangers du Chili. Elle englobait également le financement de l'opposition et des organisations antagonistes de la société civile, ainsi que la fameuse « *cinquième colonne* ». D'autres tactiques comprenaient des mesures de pression informationnelle et psychologique, ainsi que la diffusion de désinformation auprès des citoyens par le biais de médias sous contrôle étranger. Il y avait aussi la promotion d'une « *fuite des cerveaux* », la création de la confusion au sein du mouvement professionnel, le parrainage d'organisations d'extrême droite et de groupes militants radicaux, ainsi que le recours au chantage politique, aux provocations et à la violence contre les partisans du nouveau gouvernement. En d'autres termes, les États-Unis ont largement utilisé des méthodes qui, sous leur forme concentrée, ont été qualifiées plus tard de « *révolutions de couleur* ».

S'adressant à la communauté mondiale lors de l'Assemblée générale des Nations Unies en décembre 1972, Salvador Allende a exprimé sa frustration face à la situation : « *Des efforts ont été déployés pour nous isoler du monde, étrangler l'économie et paralyser la vente de cuivre, notre principal produit d'exportation. Ils nous empêchent également d'accéder au financement international. Nous sommes conscients que lorsque nous dénonçons le blocus financier et économique qui nous a été imposé, il est difficile pour l'opinion publique internationale, et même pour beaucoup de nos compatriotes, de comprendre facilement la situation, car il ne s'agit pas d'une agression ouverte, proclamée publiquement devant le monde entier. Au contraire, il s'agit d'une attaque sournoise et double, tout aussi préjudiciable pour le Chili.* »

Aujourd'hui, nous pouvons trouver une quantité significative de documents accessibles au public qui exposent le rôle peu recommandable du Département d'État américain, de la Central Intelligence Agency (CIA), ainsi que d'autres départements américains, dans ces événements. Cela comprend des documents déclassifiés en 1998 concernant une opération de la CIA appelée FUBELT, qui visait à renverser Allende. En septembre 1974, Seymour Hersh, un célèbre journaliste d'investigation américain et lauréat du prix Pulitzer, a été l'un des premiers à révéler les activités subversives de la Maison Blanche vis-à-vis du Chili. En 1982, il a publié une enquête intitulée « Le prix du pouvoir : Kissinger, Nixon et le Chili », une révélation majeure.

Le cynisme des hommes politiques américains est véritablement stupéfiant. Selon des documents de la CIA, le président de l'époque, Richard Nixon, a ordonné que des mesures soient prises pour « faire hurler l'économie » chilienne en 2007. L'ambassadeur américain au Chili à l'époque, Edward Korry, a déclaré que la mission des États-Unis était « de faire tout ce qui est en notre pouvoir pour condamner le Chili et les Chiliens à la plus extrême pauvreté et misère ». Les États-Unis ont lancé un boycott des exportations chiliennes de cuivre, une ressource stratégique dont le pays tirait l'essentiel de ses revenus en devises, tout en gelant les comptes bancaires chiliens. Les entrepreneurs locaux ont commencé à transférer leurs capitaux à l'étranger, entraînant la suppression d'emplois et la création délibérée de pénuries alimentaires.

Un rapport soumis au Sénat américain, intitulé « Covert Action in Chile, 1963-1973 », révèle qu'en 1971 déjà, la Banque Export-Import des États-Unis avait mis fin à ses transactions avec le Chili, et de 1971 à 1973, la Banque mondiale n'avait accordé aucun nouveau prêt au Chili.

Les entreprises américaines étaient directement impliquées dans les activités clandestines illégales de la CIA. Parmi elles, on trouve ITT, une société de télécommunications notoire qui avait collaboré avec les nazis et que le gouvernement Allende avait tenté de nationaliser.

Ce modus operandi véritablement machiavélique a permis à ceux qui ont orchestré le coup d'État au Chili d'atteindre leur objectif. Face au succès de ce « test », ce modèle d'actions destructrices est devenu un exemple que Washington et ses alliés ont utilisé à maintes reprises dans le monde entier pour interférer dans les affaires souveraines des pays.

Les pays occidentaux violent constamment le principe fondamental de la Charte des Nations Unies, qui interdit l'ingérence dans les affaires intérieures des autres pays. Les exemples incluent le troisième tour des élections en Ukraine, orchestré à la fin de 2004, ainsi que les révolutions de couleur en Yougoslavie, en Géorgie et au Kirghizistan. Il y a également eu le soutien ouvert au coup d'État sanglant en Ukraine en février 2014, ainsi que les tentatives continues de répéter le scénario d'un changement de régime par la force en Biélorussie en 2020. Il convient également de mentionner la célèbre doctrine Monroe, que les États-Unis semblent prêts à étendre à l'échelle mondiale pour faire du monde leur « *arrière-cour* ».

Cependant, cette politique néocoloniale ouvertement cynique menée par l'Occident se heurte à une résistance croissante de la part de la majorité mondiale, qui est manifestement lassée du chantage, des pressions, des jeux de pouvoir et des guerres de l'information. Les

États du Sud et de l'Est sont désormais prêts à déterminer leur propre destin et à poursuivre une politique intérieure et étrangère fondée sur leurs intérêts nationaux plutôt que de servir les intérêts des anciennes puissances coloniales.

Les relations diplomatiques entre la Russie et le Chili ont été rétablies immédiatement après la chute du régime de Pinochet en mars 1990, et depuis lors, elles n'ont cessé de se développer. Je suis convaincu que cette tendance perdurera à l'avenir, malgré les éventuelles fluctuations opportunistes de certains hommes politiques chiliens. Nos pays partagent des pages de l'histoire commune, les vastes étendues de l'océan Pacifique, des liens commerciaux et économiques, ainsi que des échanges culturels, humanitaires et éducatifs. Au fil des années, la Russie a eu le plaisir de recevoir la visite des présidents chiliens Patricio Aylwin, Ricardo Lagos et Michelle Bachelet, représentant des mouvements politiques différents, mais toujours attachés au renforcement des liens d'amitié entre nos nations. Je suis persuadé que les traditions instaurées par Salvador Allende et perpétuées par ses véritables disciples continueront de se renforcer au bénéfice de nos deux pays.

https://mid.ru/en/foreign_policy/news/1903876/

Fascisation de l'Union européenne.

De l'interdiction faite aux Russes d'arriver en Europe avec leurs rasoirs, voitures et missiles - RT 14 septembre 2023

Il y a quelques jours de cela, le 7 septembre, les instances européennes ont décidé de préciser ce que les Russes, citoyens j'entends, peuvent prendre avec eux et ce qu'ils ne peuvent pas prendre avec eux, lors de leur entrée dans la zone européenne.

L'interprétation très extensive donnée de la décision du Conseil du 31 juillet 2014 concernant les mesures restrictives à l'égard de la Russie frôle in fine l'interdiction de l'entrée des citoyens russes en Europe... à l'exception peut-être des nudistes. En effet, les touristes russes, selon l'interprétation du 7 septembre, ne peuvent prendre avec eux les biens sanctionnés, même à des fins personnelles. Du fil dentaire à l'utilisation de leur voiture personnelle le temps du séjour, aux biens pouvant avoir une utilisation militaire, les institutions européennes n'ont pas fait dans le détail – c'est russe, c'est dehors.

Comme le note l'Observatoire de l'Europe : L'interdiction s'applique aux véhicules à moteur portant une plaque d'immatriculation russe et immatriculés en Russie. Que les véhicules soient destinés à un usage privé ou commercial ou que leur séjour dans l'UE soit à court ou à long terme n'a "aucune importance" et ne devrait pas conduire à un traitement différencié. Les lignes directrices exhortent également les autorités nationales à veiller à ce qu'une longue liste de "*produits personnels*" originaires de Russie n'entrent pas dans le bloc. La liste comprend des objets courants, tels que des lames de rasoir, du fil dentaire, des déodorants, du savon, des vêtements et des chaussures, mais aussi de nombreux articles qui pourraient potentiellement avoir une application militaire, comme des pneumatiques, des systèmes radio et des générateurs électriques.

Ainsi, un citoyen russe qui aurait la folie de vouloir faire du tourisme dans les pays européens devra laisser à la frontière son smartphone, sa valise, ses bijoux, ses produits de beauté, ses vêtements... De fait, seuls les piétons nudistes russes sont les bienvenus en Europe...

Plus sérieusement, juridiquement, la notion d'importation ne peut s'appliquer, comme cela est le cas ici pour les automobiles immatriculées en Russie, lorsque ces véhicules entrent temporairement dans la zone européenne en vue d'une utilisation personnelle. Le fanatisme politique ne trouve pas toujours une expression juridique. Pourtant, cette pratique des douanes, notamment allemandes, visant à mettre sous séquestre les véhicules immatriculés en Russie a déjà eu lieu depuis le mois de juillet. Cette interprétation extensive tente de réguler post factum une pratique illégale.

D'une manière générale, ces règles ne sont rien de plus qu'une expression moderne de ségrégation, ce que souligne l'exception faite lorsque ces biens sont importés de Russie... par des ressortissants de l'UE pour leur utilisation privée. Ce qui est sanctionné n'est donc pas le bien, mais le Russe. Le Russe doit être banni, car il est Russe. Si jamais certains veulent braver cette frontière, ils doivent accepter d'être rabaisés et tenus à la place, qui leur est octroyée dans la société occidentale postdémocratique, postlibérale... et posthumaniste.

Dmitri Medvedev, ancien président de la Fédération de Russie et actuellement vice-président du Conseil de sécurité, a vertement réagi lundi 11 septembre à cette injustice :

"Bravo, les dirigeants de l'Union européenne. (...) Ils ont dit directement et sans détours à tous les Russes : vous êtes pour nous des citoyens de seconde zone. Une sorte de Charikov [personnage du roman Coeur de chien], mi-animal doté d'une mauvaise hérédité. Comme Boulgakov : "Vous êtes au stade le plus bas de votre développement", a crié Philippe Philippovitch, "vous êtes encore une créature en développement et mentalement faible, toutes vos actions sont purement bestiales". (...) Il s'agit d'une gifle concrète adressée à chaque citoyen russe. Que faire à ce sujet ? Il ne faut absolument pas introduire des restrictions de représailles à l'encontre des citoyens de l'UE. Nous ne sommes pas racistes (...) Il vaudrait mieux simplement suspendre temporairement les relations diplomatiques avec l'UE. Et ramener le personnel diplomatique dans notre pays. C'est alors que les idiots vaniteux de Bruxelles feront collectivement et lourdement dans leurs pantalons (et leurs jupes, bien sûr) (...)"

L'on notera que les règles interprétatives du point 13 ont été modifiées ce 12 septembre. L'interdiction faite aux Russes de prendre avec eux leurs affaires personnelles a été réécrite et la nouvelle version du palimpseste européen laisse une marge d'appréciation aux États membres en fonction de chaque situation concrète :

"Conformément à la jurisprudence de la Cour européenne de justice, les sanctions doivent être interprétées de manière large, entre autres raisons afin de garantir l'efficacité des interdictions adoptées et d'éviter leur contournement. Il appartient aux autorités nationales compétentes d'évaluer chaque situation et de mettre en œuvre les interdictions en conséquence."

La russophobie est la maladie du gouvernement global en place en Occident. Comme l'écrivait le philosophe français Alain, dans ses Propos sur les pouvoirs, «*l'administrateur administre la maladie, il ne la guérit pas*». L'Union européenne est une administration, ce

n'est pas un pouvoir. Elle ne décide pas, elle met en œuvre la politique – russophobe – décidée ailleurs, plus haut pour elle, au sein des organes généraux de gouvernance globale. Et comme tout exécutant, elle faute parfois par excès. Excès de docilité, excès d'alignement, excès de fanatisme. Comment ne pas penser ici au Conseil Supérieur des Balais de Crins d'Alain. RT 14 septembre 2023

"Pression éhontée": l'Occident voulait empêcher plusieurs pays de participer à une conférence russe - fr.sputniknews.africa 15 septembre 2023

Le secrétaire du Conseil de sécurité de Russie, Nikolai Patrouchev, a fait part des tentatives de l'Occident de perturber la Conférence internationale des hauts responsables de la sécurité qui a eu lieu fin mai dans la banlieue de Moscou.

"La conférence s'est déroulée dans une situation internationale difficile, dans des conditions de pression éhontée, lorsque les ambassadeurs américain, britannique et français ont tenté de contraindre les participants à refuser de se rendre en Russie", a indiqué M.Patrouchev dans son article paru dans le magazine Razvedtchik

Et d'ajouter que de telles actions hostiles *"n'ont surpris personne"*.

La multipolarité agace l'Occident

Pourtant, Moscou est ouvert à la coopération avec tous les pays, les forces sociales et politiques qui souhaitent avancer ensemble sur la voie du développement, en jetant les bases d'un "nouvel ordre mondial multipolaire véritablement démocratique", a précisé le secrétaire du Conseil de sécurité de Russie.

Ce qui est réciproque, plusieurs États étant prêts à travailler dans cette direction, a-t-il ajouté. En témoigne la XIe réunion internationale des hauts représentants chargés des questions de sécurité, tenue en Russie sous les auspices du Conseil de sécurité russe qui a réuni des délégations de 101 pays et de six organisations internationales.

"L'Occident ne reconnaît pas les formats où il ne joue pas le rôle de leader, ni l'interaction bilatérale et multilatérale fondée sur l'égalité et le droit international", a-t-il déclaré le secrétaire du Conseil de sécurité russe. fr.sputniknews.africa 15 septembre 2023

L'Occident ne parvient pas à monter les pays émergents contre Moscou, selon le Wall Street Journal - fr.sputniknews.africa 14 septembre 2023

Des efforts mal payés. Depuis plusieurs mois, l'Occident essaie en vain de faire basculer les pays émergents sur le dossier ukrainien, rapporte le *Wall Street Journal*. Mais c'est peine perdue, car ces économies émergentes, comme l'Inde, le Brésil ou l'Afrique du Sud, ne comptent pas s'aliéner la Russie.

Ces puissances régionales comptent bien "*rester neutres face au conflit*", note le quotidien américain. Certaines d'entre elles aident même la Russie à contourner les sanctions occidentales. Ceci explique que les critiques à l'égard de Moscou soient devenues moins virulentes sur la scène internationale depuis quelque temps.

"Ces derniers mois, disent les diplomates et observateurs, la volonté de la communauté internationale de critiquer publiquement la Russie a faibli. Un certain nombre de pays en développement se sont opposés aux appels de l'Ukraine et de ses partisans, qui exigent de la Russie des réparations pour les dommages causés", écrit ainsi le Wall Street Journal. fr.sputniknews.africa 14 septembre 2023

Lavrov : les projets de l'OTAN de s'implanter en Asie-Pacifique «constituent un danger» - RT 14 septembre 2023

«Les projets ouverts de l'OTAN de s'infiltrer ici [dans la région Asie-Pacifique] et d'y établir ses propres règles constituent bien sûr un danger particulier», a déclaré ce 14 septembre le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov, lors d'une conférence de presse conjointe à Moscou avec son homologue birman Than Swe.

Saluant l'action de l'Asean au cours de ces dernières décennies, le diplomate a évoqué le besoin de mettre en place une *«architecture d'inclusion»* dans la région, *«afin de garantir la sécurité et le développement de tous les pays sans exception»*. Evoquant une *«tendance pas très favorable»*, Sergueï Lavrov est alors revenu sur les pressions des Occidentaux *«qui essaient de mettre en place dans la région Asie-Pacifique les éléments des blocs et des mécanismes qui visent à endiguer le développement des autres pays»*.

«Des mécanismes qui sont en compétition et qui veulent priver l'Asean de son rôle de leader traditionnel dans le domaine de la sécurité et de la coopération dans cette région», a poursuivi le chef de la diplomatie russe. *«Et, surtout, la menace est représentée par les projets otaniens de s'implanter ici pour qu'ils puissent dicter leurs règles»* a-t-il ajouté. RT 14 septembre 2023

La Macédoine expulse trois diplomates russes, Zakharova fustige une «attaque irresponsable» - AFP/RT 16 septembre 2023

La Macédoine du Nord a annoncé le 16 septembre l'expulsion de trois diplomates russes, accusés de violation des règles diplomatiques. Maria Zakharova a regretté l'impasse des relations bilatérales entre Skopje et Moscou.

«Les autorités nord-macédoniennes continuent de s'engager sur la voie d'une aggravation de la confrontation» a réagi la porte-parole de la diplomatie russe Maria Zakharova le 16 septembre, après l'annonce d'expulsion de trois diplomates russes par Skopje. Elles *«conduisent les relations bilatérales, déjà plongées dans une crise profonde, dans une impasse»*, a ajouté Zakharova.

«*Nous considérons la décision d'expulser nos collègues comme une volonté inappropriée des dirigeants de ce pays de démontrer une fois de plus aux gardiens occidentaux son importance dans la lutte contre la « menace russe » imaginaire*», a fustigé Maria Zakharova. Et celle-ci d'ajouter que «*l'attaque irresponsable et hostile des autorités nord-macédoniennes ne restera pas sans réponse*».

Entre mars et avril 2022, la Macédoine du Nord avait déjà expulsé onze diplomates russes.

Candidate à l'adhésion à l'Union européenne, la Macédoine du Nord s'est aussi jointe aux sanctions imposées à la Russie par Bruxelles, et Skopje a désigné la Russie comme un « *Etat hostile* ». L'ancienne république yougoslave est membre de l'Otan depuis 2020. AFP/RT 16 septembre 2023

Affaire d'espionnage : Moscou expulse deux diplomates américains - RT 14 septembre 2023

Le ministère russe des Affaires étrangères a annoncé ce 14 septembre l'expulsion sous sept jours des premier et deuxième secrétaires de l'ambassade américaine à Moscou. Leur sont reprochées des activités «*incompatibles avec leur statut de diplomate*».

Selon le communiqué du ministère russe des Affaires étrangères, ce 14 septembre «*la cheffe de la mission diplomatique américaine Lynne Tracy s'est vu remettre une note officielle*» lui signifiant l'expulsion des deux diplomates. Moscou justifie cette décision en arguant que «*les activités des premier et deuxième secrétaires de l'ambassade des Etats-Unis, Jeffrey Sillin et David Bernstein, sont incompatibles avec leur statut de diplomate*».

Le communiqué rappelle en substance que «*toute activité contraire au droit d'une représentation diplomatique, incluant l'ingérence du pays hôte*», est considérée comme «*inacceptable*» et sera «*fermement combattue*».

Il est reproché aux diplomates d'avoir «*coopéré confidentiellement avec le citoyen russe Robert Chonov*», lequel, «*contre rémunération matérielle*», aurait «*rempli des tâches susceptibles de menacer la sécurité nationale de la Fédération de Russie*». RT 14 septembre 2023

Fascisation rampante des pays baltes.

Estonie : entrée interdite à tout véhicule immatriculé en Russie - Euronews 13 septembre 2023

La mesure a déjà été prise par la Lituanie et la Lettonie et fait suite au dernier volet de sanctions adopté par la Commission européenne le 8 septembre dernier.

En dehors des véhicules diplomatiques, l'interdiction est valable quel que soit le motif du séjour.

Selon les nouvelles sanctions européennes, l'entrée sur le territoire des 27 est interdite à tout véhicule enregistré en Russie. Euronews 13 septembre 2023

G77.

Le G77+Chine appelle à "*changer les règles du jeu*" économique mondial - AFP 16 septembre 2023

Le sommet du G77+Chine, formé par une centaine de pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine représentant 80% de la population mondiale, a débuté vendredi à La Havane avec un appel à "*changer les règles du jeu*" économique international.

Une trentaine de chefs d'Etat et de gouvernement participent à ce sommet de deux jours, parmi lesquels le président argentin Alberto Fernandez, le Colombien Gustavo Petro, l'Angolais João Lourenço, le Mozambicain Filipe Nyusi, le Rwandais Paul Kagame, ou encore l'émir du Qatar, le Cheikh Tamim bin Hamad Al Thani et le président palestinien Mahmoud Abbas.

Le président brésilien Luiz Inacio Lula da Silva est arrivé dans la soirée dans la capitale cubaine.

"Après tout le temps où le Nord a organisé le monde selon ses intérêts, c'est maintenant au Sud de changer les règles du jeu", a lancé à l'ouverture du sommet le président cubain Miguel Diaz-Canel, dont le pays occupe depuis janvier la présidence tournante du groupe.

Le dirigeant a souligné que les pays en développement étaient les principales victimes de "*la crise multidimensionnelle actuelle dans le monde*", des "*dérèglements cycliques dans le commerce, la finance internationale et les échanges inégaux*", ainsi que du réchauffement climatique.

Il a condamné une "*architecture internationale*" qui est "*hostile au progrès*" des pays du sud.

Des représentants d'une centaine de pays sont présents à La Havane pour ce sommet extraordinaire ayant pour thème le "*rôle de la science, de la technologie et de l'innovation*" dans le développement.

Le Groupe, créé en 1964 par 77 pays, compte désormais 134 nations. La Chine participe comme acteur externe. AFP 16 septembre 2023

J-C - Je vous ai épargné les prises de paroles de chefs d'Etat ou de délégations conformes à l'agenda ou au récit de Davos :

- La nécessité de réduire la dette des pays les plus pauvres pour financer la transition climatique. (Li Xi, Chine)

- Le dirigeant a souligné que les pays en développement étaient les principales victimes (...) du réchauffement climatique. (Miguel Diaz-Canel, Cuba)

- ...et le changement climatique sont de sérieux obstacles pour le progrès de nos nations. (João Lourenço, Angola)

- ...des fonds publics qui nous permettent de payer la transition vers une économie décarbonée. (Gustavo Petro, Colombie)

Et :

- Le chef de l'ONU a félicité Cuba pour la mise au point de vaccins contre le Covid-19.

Afrique.

Fascisation. La France passe sous la peste brune.

Qui a dit à propos des autorités de ces pays africains : - « *Vous avez au Mali, au Niger, au Burkina des ennemis de leur peuple, des ennemis de la liberté d'expression, des ennemis de la culture.* »

Réponse : L'empereur déchu de la FrançAfrique, Emmanuel Macron, vendredi 15 septembre, à l'occasion d'une prise de parole sur le thème de la préservation du patrimoine depuis la Collégiale Notre-Dame de Semur-en-Auxois, en Côte-d'Or. (AFP 15 septembre 2023)

Les artistes du Niger, du Mali et du Burkina Faso, persona non grata en France - Paris Match 14 septembre 2023

C'est une décision qui met en péril la tenue du festival Sens Interdits, à Lyon (du 14 au 28 octobre), mais aussi du Festival des Francophonies en Limousin (du 20 au 30 septembre). Le ministère de l'Europe et des affaires étrangères a demandé aux institutions culturelles du pays de « *suspendre, jusqu'à nouvel ordre, toute coopération avec le Mali, Niger et le Burkina Faso* », et ce, « *sur instruction du ministère des Affaires étrangères* ».

Le mail précise : « *Tous les soutiens financiers doivent également être suspendus, y compris via des structures françaises, comme des associations par exemple. De la même manière, aucune invitation de tout ressortissant de ces pays ne doit être lancée. À compter de ce jour, la France ne délivre plus de visas pour les ressortissants de ces trois pays sans aucune exception, et ce, jusqu'à nouvel ordre.* » Paris Match 14 septembre 2023

Dans un communiqué, les syndicats Syndeac, Accn, A-CDCN, ACDN et ASN expliquent dans un communiqué français que ce message est « *totalemment inédit* » et que « *cette interdiction totale concernant trois pays traversés par des crises en effet très graves n'a évidemment aucun sens d'un point de vue artistique et constitue une erreur majeure d'un point de vue politique.* » Paris Match 14 septembre 2023

Epilogue le lendemain.

Cafouillage diplomatique et culturel autour de la crise au Sahel - Paris Match 15 septembre 2023

Le gouvernement français a fait volte-face le 14 septembre, et assuré n'avoir demandé « aucune déprogrammation d'artiste » du Niger, du Mali et du Burkina Faso, face à l'émoi suscité par une note de l'administration faisant craindre une suspension de tous échanges culturels avec ces pays.

« *Nous n'avons aujourd'hui pas de service de visa en fonctionnement dans ces pays pour des raisons de sécurité* », a-t-elle dit, dénonçant une « *confusion* » et expliquant qu'il est aujourd'hui « *matériellement* » impossible de « *délivrer des visas pour venir en France* ».

Un message comminatoire

Les professionnels de la culture avaient tiré le signal d'alarme la veille, via le Syndicat national des entreprises artistiques et culturelles (Syndeac).

En cause, un message qu'ils disent avoir reçu des directions régionales de la culture (Drac), qui représentent le ministère, et sont chargées de conduire la politique culturelle de l'État dans les régions et les départements.

Ce message, « *rédigé sur instruction du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères* » selon les syndicats, et que l'AFP a pu consulter, énonce que « *tous les projets de coopération qui sont menés [...] avec des institutions ou des ressortissants de ces trois pays doivent être suspendus, sans délai, et sans aucune exception* ».

« *Tous les soutiens financiers doivent également être suspendus, y compris via des structures françaises, comme des associations par exemple. De la même manière, aucune invitation de tout ressortissant de ces pays ne doit être lancée* », poursuit le message.

Ce message a été « *relayé par toutes les Drac* », a précisé à l'AFP un responsable de celle d'Occitanie, interrogé par téléphone.

Indignation des milieux culturels

De quoi susciter la colère des acteurs culturels : « *Cette interdiction totale concernant trois pays traversés par des crises en effet très graves n'a évidemment aucun sens d'un point de vue artistique et constitue une erreur majeure d'un point de vue politique. C'est tout le contraire qu'il convient de faire* », a cinglé le Syndeac dans un communiqué.

« *Cette politique de l'interdiction de la circulation des artistes et de leurs œuvres n'a jamais prévalu dans aucune autre crise internationale, des plus récentes avec la Russie, aux plus anciennes et durables, avec la Chine* », a-t-il ajouté. (Vrai et faux, des artistes russes ont vu leurs contrats soudainement annulés sous des prétextes bidons, dont un chef d'orchestre, des concerts ou des pièces de théâtre d'auteurs russes ont été déprogrammés, ce qui revient au même. - J-C)

Des « *raisons de sécurité* »

Mis en cause, les services de la ministre de la Culture, Rima Abdul Malak, se sont employés à déminer le terrain jeudi soir, soulignant qu'il n'était pas question de déprogrammer des artistes, mais de tirer les conséquences de la suspension des délivrances de visa à Niamey, Ouagadougou et Bamako « *pour raisons de sécurité* », qui frappe tous les ressortissants et non les seuls artistes.

Ces mêmes raisons ont entraîné également la suspension de « *la mise en œuvre dans ces pays de nos actions de coopération culturelle* », a rappelé le ministère.

Interrogé par l'AFP, le ministère a assuré n'avoir demandé « *aucune déprogrammation d'artistes, de quelque nationalité que ce soit* ».

« Cette décision n'affecte pas les personnes qui seraient titulaires de visas délivrés avant cette date ou qui résident en France ou dans d'autres pays », a-t-il ajouté.

« *La sphère culturelle est impactée comme les autres par la fermeture des services consulaires et de sécurité* », a précisé à l'AFP une source proche du dossier.

La France a interrompu le 29 juillet avec le Niger et le 6 août avec le Burkina Faso toutes ses actions d'aide au développement et d'appui budgétaire. En novembre 2022, elle l'avait déjà fait pour le Mali.

J-C - Pas besoin de les déprogrammer, puisque depuis plus d'un mois ils ne peuvent tout simplement plus obtenir de visas pour la France !

Les juntas du Mali, du Burkina Faso et du Niger se dirigent vers une coopération sécuritaire - RFI 16 septembre 2023

Bamako, Ouagadougou et Niamey ont signé ce samedi 16 septembre la Charte du Liptako-Gourma. Signé par les chefs des trois juntas, le texte est censé créer une nouvelle entité : l'Alliance des États du Sahel, avec pour but de créer des systèmes de défense collective et d'assistance mutuelle.

Les trois États promettent ainsi de s'entraider en cas d'atteinte à la souveraineté et l'intégrité de leur territoire. Le but est de créer une nouvelle entité, l'Alliance des États du Sahel, avec une mise en commune des systèmes de défense. En cas d'acte qui pourrait être considéré comme une agression, les autres membres devront apporter assistance et secours. Mais surtout, ils pourront employer la force armée « *en cas de nécessité* ».

La collaboration concerne aussi la lutte contre le terrorisme, la criminalité organisée, mais également les rébellions armées. S'il est dit que la voie pacifique est privilégiée, l'emploi de la force est là encore présenté comme une éventualité. Cette entraide vaut en cas d'attaque contre les forces de sécurité, les navires et les avions des États-membres, dans les pays membres, mais aussi à l'étranger. RFI 16 septembre 2023

Un autre pays africain renonce au dollar dans ses échanges avec la Chine - fr.sputniknews.africa 16 septembre 2023

Les règlements en monnaies nationales continuent de faire de nouveaux adeptes. La Chine et la Zambie ont ainsi convenu du recours au yuan et au kwacha dans leurs échanges commerciaux et leur investissements bilatéraux, rapporte un communiqué commun ayant suivi la visite du président zambien, Hakainde Hichilema, à Pékin.

Le recours aux monnaies nationales devrait notamment permettre de "*réduire les coûts de change*".

Les deux pays ont par ailleurs convenu d'un partenariat stratégique global, alors qu'ils fêteront l'an prochain le 60e anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques.

Hakainde Hichilema et son homologue Xi Jinping ont profité de leur rencontre pour signer plusieurs documents pour approfondir leur coopération, en particulier dans le cadre de la nouvelle route de la soie. Les secteurs miniers, agricoles et technologiques feront aussi l'objet d'une collaboration renforcée.

Monnaie nationale et dédollarisation

Un nombre de plus en plus conséquent de pays songent désormais à commercer en monnaie nationale, en vue, en particulier, de court-circuiter le dollar. En Afrique, le Président kenyan, William Ruto, s'est notamment fait le champion de cette approche. En visite à Djibouti, il s'était récemment demandé pourquoi les commerçants kenyans devaient passer par le billet vert américain pour échanger avec leurs homologues djiboutiens.

Enoch Godongwana, ministre des Finances sud-africain, avait tenu le même discours fin août, expliquant à Sputnik qu'il n'y avait "*pas de raison de passer par le dollar*" pour commercer entre voisins africains.

Généraliser les négociations en monnaies nationales pourrait s'avérer bénéfique pour le commerce interafricain, avait pour sa part déclaré George Elombi, vice-président de la Banque africaine d'import-export.

En dehors de l'Afrique, d'autres pays privilégient de plus en plus les échanges en monnaie locales, y compris dans le secteur de l'énergie, chasse gardée du pétrodollar. L'Inde et les Émirats arabes unis ont par exemple commencé à régler leurs transactions pétrolières en roupies et en dirhams. fr.sputniknews.africa 16 septembre 2023

Burkina Faso.

Le Burkina Faso expulse l'attaché militaire français pour "activités subversives", Paris s'insurge - BFMTV 16 septembre 2023

Les autorités ont décidé "*de retirer l'agrément de M. Emmanuel Pasquier, attaché de défense près de l'ambassade de France au Burkina Faso pour activités subversives*", a écrit le

ministère burkinabé des Affaires étrangères dans un courrier adressé jeudi à Paris, lui donnant "un délai de deux semaines pour quitter le territoire burkinabè".

La lettre ne donne aucune explication concernant les "activités subversives" reprochées à l'attaché de défense. Le gouvernement burkinabè issu d'un coup d'État, a par ailleurs décidé la fermeture de la mission militaire burkinabè à Paris, indique ce courrier. BFMTV 16 septembre 2023

Le ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères a pris un arrêté suspendant toutes les procédures d'adoption internationale concernant des enfants ayant leur résidence habituelle au Burkina Faso par toute personne résidant habituellement en France. fr.sputniknews.africa 17 septembre 2023

Niger.

La France tenue en échec par les États-Unis au Niger - Réseau Voltaire 16 septembre 2023

Le gouvernement français semble pris au piège au Niger. Il s'entête à considérer comme illégitime la junte qui a renversé le président Mohamed Bazoum, alors que les États-Unis ont déjà conclu un accord avec elle sur son dos.

La sous-secrétaire d'État pour les Affaires politiques, la straussienne Victoria Nuland, est allée déjeuner chez un membre de la junte, le général Moussa Salaou Barmou. Ce dernier a fait ses classes à l'université Nationale de Défense près de Washington [1].

L'administration Biden s'est engagée à empêcher une invasion du Niger par les troupes de la CEDEAO poussées par la France, en échange du non-recours à la Russie et du maintien sur son sol des deux bases militaires US de drones. C'est un accord pragmatique qui permet à Washington d'en finir avec son vassal français en Afrique, même s'il prépare une agression du Niger par les jihadistes à moyen terme et sait que Niamey se retournera contre lui à long terme.

Le président français, Emmanuel Macron, est trahi par son suzerain US. Il n'a plus d'autre alternative que de pleurer sur le sort de son ambassadeur à Niamey. « *Au Niger, au moment où je vous parle, nous avons un ambassadeur et des membres diplomatiques qui sont pris en otage littéralement à l'ambassade de France (...) On empêche de livrer la nourriture. Il mange avec des rations militaires (...) [Il n'a] plus la possibilité de sortir, il est persona non grata, et on refuse qu'il puisse s'alimenter (...) Je ferai ce que nous conviendrons avec le président Bazoum, parce que c'est lui l'autorité légitime, et je lui parle chaque jour* ».

D'un point de vue nigérien, l'accord passé avec les États-Unis n'est qu'un moyen de gagner du temps. Dans les années à venir, Washington déclenchera une guerre régionale au Sahel et dans le bassin du lac Tchad. Victoria Nuland la prépare depuis plus d'un an, c'est-à-dire depuis le début de la guerre en Ukraine [2]. Le Niger sera alors contraint de se tourner vers la Russie et d'expulser les bases US. Il s'agit donc uniquement de ne pas affronter tous les

ennemis à la fois : d'abord passer l'étape de la CEDEAO et s'affranchir de l'impérialisme français [3], puis s'attaquer à l'impérialisme US.

[1] Voltaire, actualité internationale, n°50, 1^o septembre 2023

[2] « *Une nouvelle guerre se prépare pour l'après défaite face à la Russie* », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 24 mai 2022.

[3] « *Le rejet de la France en Afrique francophone sanctionne 12 ans de trahisons* », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 12 septembre 2023.

L'armée américaine a repris des opérations antiterroristes sur ses bases au Niger Par Observateur Continental - Mondialisation.ca 14 septembre 2023

«*Les États-Unis parviennent à un accord avec les dirigeants militaires nigériens pour relancer les missions de drones et d'avions avec équipage sur deux bases aériennes*», a annoncé Al Jazeera.

«*L'armée américaine a repris ses opérations au Niger, faisant voler des drones et d'autres avions hors des bases aériennes du pays plus d'un mois après qu'un coup d'État ait interrompu ses activités, a déclaré le chef des forces aériennes en Europe et des forces aériennes en Afrique*», précise la télévision basée au Qatar.

«*Le général James Hecker a déclaré mercredi que les négociations avec les dirigeants militaires du Niger avaient abouti à la reprise de certaines missions de renseignement et de surveillance*».

«*Pendant un certain temps, nous n'effectuons aucune mission sur les bases, ils ont pratiquement fermé les aéroports*», a-t-il stipulé aux journalistes lors du congrès annuel de l'Association des forces aériennes et spatiales.

«*Grâce au processus diplomatique, nous effectuons désormais, je ne dirais pas 100% des missions que nous faisons auparavant, mais nous effectuons un grand nombre de missions que nous faisons auparavant*», a-t-il conclu mentionne le média qatari.

James Hecker a mentionné le fait que «*les États-Unis effectuaient des missions avec équipage et sans pilote et que ces vols avaient repris au cours des deux dernières semaines*». Mondialisation.ca 14 septembre 2023

Syrie.

Syrie: l'agression internationale est repartie comme en 2011... - Mondialisation.ca 15 septembre 2023

Bien avant les dernières années de braises, nous n'avons cessé d'attirer l'attention sur les écrits de Zbigniew Brzezinski, Condoleezza Rice, Bernard Lewis et de plusieurs autres auteurs du même bord. Des écrits qui se résument à dire que les États de la région arabe sont sur le chemin de la faillite et de l'effondrement, soit sous le poids de la corruption et de la tyrannie, soit sous la pression des ingérences étrangères, et que le mieux serait de programmer des déflagrations sociales qui mèneraient à leur démembrement sur une base confessionnelle ou doctrinaire, de telle sorte que nul ne pourrait en hériter ou reconstruire sur leurs décombres des alternatives nationales, patriotes et démocratiques.

https://www.mondialisation.ca/syrie-lagression-internationale-est-repartie-comme-en-2011/5681328?doing_wp_cron=1694927917.8172578811645507812500

Chine.

Pékin sanctionne Lockheed Martin et Northrop Grumman, qui ont armé Taïwan - RT 15 septembre 2023

«*Malgré la ferme opposition de la Chine, le gouvernement américain est déterminé à fournir des armes à Taïwan, ce qui porte gravement atteinte à la souveraineté et aux intérêts de la Chine en matière de sécurité* », a fustigé une porte-parole de la diplomatie chinoise, Mao Ning, le 15 septembre.

En conséquence, la Chine a décidé de sanctionner Lockheed Martin et Northrop Grumman, a indiqué la porte-parole, sans préciser les mesures prises contre ces groupes. RT 15 septembre 2023

Enquête de l'UE sur les voitures électriques chinoises : Pékin met en garde Bruxelles - RT 14 septembre 2023

Cette mesure «*prise au nom d'une "concurrence loyale"*» est «*ouvertement du protectionnisme*» et elle «*aura un impact négatif sur les relations économiques et commerciales entre la Chine et l'Union européenne*», a fustigé dans un communiqué le ministère chinois du Commerce.

«*Il s'agit d'un avantage concurrentiel acquis grâce à un travail acharné*» et «*le résultat d'une innovation technologique ininterrompue*», a rétorqué ce 14 septembre le ministère chinois du Commerce.

La Chine mise depuis longtemps sur les motorisations électriques dans l'automobile et a pris une longueur d'avance sur l'Europe, notamment dans les technologies de batteries. Ses constructeurs s'appuient sur leur immense marché intérieur pour se développer désormais à l'étranger, grâce aux fortes économies d'échelle dont ils bénéficient.

Des dizaines de marques locales innovantes ont vu le jour ces dernières années en Chine (BYD, Geely, XPeng, Nio, Leapmotor) et elles rivalisent avec des constructeurs étrangers qui

peinent à s'adapter. Encore inconnues du grand public en Europe, les marques chinoises étaient cette année présentes en nombre au salon automobile de Munich, en Allemagne, début septembre. RT 14 septembre 2023

Etats-Unis.

Grève historique aux Etats-Unis chez trois des plus grands constructeurs automobiles - AFP/RT 16 septembre 2023

Trois sites des constructeurs General Motors, Stellantis et Ford sont touchés par une grève historique. Les salariés réclament une hausse des salaires. Ce débrayage pourrait occasionner une perte de 5 milliards de dollars à l'économie américaine.

Le syndicat des employés de trois grands constructeurs automobiles américains a lancé dans la nuit du 14 au 15 septembre une grève inédite simultanée dans trois usines aux Etats-Unis, faute d'avoir trouvé un accord dans les négociations portant notamment sur la hausse des salaires.

Environ 12 700 employés devraient débrayer ce 15 septembre, selon le syndicat. Mais le mouvement pourrait s'étendre, a souligné Shawn Fain, qui a enjoint les quelque 146 000 membres de son organisation travaillant pour ces constructeurs à se tenir prêts à débrayer en fonction de l'évolution des négociations.

Les employés du secteur réclament des revalorisations salariales et plus d'avantages, alors que les constructeurs automobiles, qui ont enregistré des profits ces dernières années, ont serré la vis après la crise financière de 2008.

L'UAW réclame un relèvement des salaires de 40% sur quatre ans, alors que les trois constructeurs n'ont pas été plus loin que 20% au plus, selon le syndicat.

Les trois géants historiques de Detroit ont notamment refusé d'accorder des jours de congés supplémentaires et d'augmenter les retraites, assurées par des caisses propres à chaque entreprise.

Selon le groupe, la contre-proposition transmise dans la soirée du 14 septembre par l'UAW «n'a montré que peu de différences par rapport aux demandes initiales» du syndicat. Ford a qualifié l'offre qu'il avait faite au syndicat il y a plus de deux jours «d'historiquement généreuse avec d'importantes hausses salariales» et d'autres avantages. Une grève lourde de conséquences pour Biden ?

Interrogée sur CNN ce 15 septembre, Mary Barra, la dirigeante de GM, a quant à elle défendu les propositions des constructeurs, qui comprennent «non seulement une augmentation de 20% du salaire brut, mais aussi le partage des bénéfices, des soins de santé de classe mondiale et plusieurs autres caractéristiques. Nous pensons donc que nous avons une offre très concurrentielle sur la table», a-t-elle affirmé. AFP/RT 16 septembre 2023

J-C – Je ne suis pas du tout certain que la plupart des travailleurs américains verront leur salaire progresser ne serait-ce que quelques pourcents, sauf si les patrons craignent de manquer de main d'œuvre. Ces grèves concernent l'aristocratie ouvrière.

Washington annonce la fin de l'ordre mondial de l'après-Guerre froide - fr.sputniknews.africa 13 septembre 2023

La situation actuelle à l'international signifie la fin de l'ordre mondial de l'après-Guerre froide, a déclaré le secrétaire d'État américain Antony Blinken. Selon lui, ce sont notamment les relations entre Pékin et Moscou qui en sont à l'origine, représentant une menace pour l'époque vue par Washington comme de "*relative stabilité géopolitique*".

Le partenariat sino-russe est associé à la fin de l'ordre mondial de l'après-Guerre froide, a annoncé ce 13 septembre le secrétaire d'État américain Antony Blinken lors d'une conférence à l'université Johns Hopkins.

"Pékin et Moscou travaillent ensemble pour rendre le monde plus sûr pour les autocraties grâce à leur partenariat sans limites [...]. Ce que nous vivons actuellement est plus qu'un test de la durabilité de l'ordre mondial formé après la Guerre froide. C'est la fin de cet ordre", a-t-il asséné.

Entretemps, les dirigeants russes et chinois se sont prononcés, lors de leur entrevue en mars dernier, pour le respect et la prolifération des valeurs universelles -telles que la paix, le développement, l'égalité, la justice, la démocratie et la liberté- et à s'engager dans le dialogue plutôt que dans la confrontation.

Dans ces circonstances, les deux parties maintiennent une coordination étroite en matière de politique étrangère et une interaction au sein des plateformes multilatérales, en défendant résolument l'égalité et la justice, et en promouvant la construction d'un nouveau type de relations internationales.

Une "*stabilité géopolitique*" perdue, pour les USA

Selon le responsable américain, le monde a vécu des décennies de "*relative stabilité géopolitique*" avec des espoirs de "*paix et de sécurité croissantes, de coopération internationale, d'interconnexion économique, de libéralisation politique et de triomphe des droits de l'homme*". Une époque qui a cédé la place à "*une concurrence accrue avec des puissances autoritaires et révisionnistes*", d'après Antony Blinken.

"Cela ne s'est pas produit du jour au lendemain. Ce qui nous a amenés à ce moment fera l'objet de recherches et de débats dans les décennies à venir", a-t-il ajouté.

Partenariat entre Pékin et Moscou

Les relations entre la Russie et la Chine se sont renforcées au cours de cette année avec la visite du 20 au 22 mars du chef d'État chinois, Xi Jinping. Les deux parties les ont qualifiées

d'"amicales", visant à augmenter la prospérité de leurs peuples et celle de toute la communauté internationale.

"Je suis prêt, avec le Président Vladimir Poutine, à définir de nouveaux plans et de nouvelles mesures pour ouvrir de nouvelles perspectives de partenariat global et d'interaction stratégique entre la Chine et la Russie", avait-il alors déclaré. fr.sputniknews.africa 13 septembre 2023